

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	23.04.2024
Thème	Sans restriction
Mot-clés	Sans restriction
Acteurs	Metzler, Ruth (cvp/pdc) alt-BR/ex-CF, Leuthard, Doris (cvp/pdc) BR UVEK / CF DETEC
Type de processus	Autre
Date	01.01.1990 - 01.01.2020

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Bernhard, Laurent
Bieri, Niklaus
Bühlmann, Marc
Gerber, Marlène
Hirter, Hans
Hulliger, Caroline
Pasquier, Emilia
Ziehli, Karel

Citations préféré

Bernhard, Laurent; Bieri, Niklaus; Bühlmann, Marc; Gerber, Marlène; Hirter, Hans; Hulliger, Caroline; Pasquier, Emilia; Ziehli, Karel 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Autre, 2006 - 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 23.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Eléments du système politique	1
Problèmes politiques fondamentaux	1
Identité nationale	18
Climat national	18
Institutions et droits populaires	18
Conseil fédéral	18
Politique gouvernementale	20
Politique étrangère	22
Relations avec des organisations internationales	22
Relations avec d'autres Etats	22
Infrastructure et environnement	24
Energie	24
Réseau et distribution	24
Energie nucléaire	24
Transports et communications	24
Trafic routier	24
Chemin de fer	25
Trafic d'agglomération, transport public	26
Trafic aérien	26
Enseignement, culture et médias	27
Médias	27
Presse	27
Aspects généraux de la politique médiatique	27
<hr/>	
Partis, associations et groupes d'intérêt	28
Partis	28
Grands partis	28

Abréviations

EFD	Eidgenössisches Finanzdepartement
UVEK	Eidgenössisches Departement für Umwelt, Verkehr, Energie und Kommunikation
VBS	Eidgenössische Departement für Verteidigung, Bevölkerungsschutz und Sport
UNO	Organisation der Vereinten Nationen
AHV	Alters- und Hinterlassenenversicherung
EFTA	Europäische Freihandelsassoziation
ETH	Eidgenössische Technische Hochschule
OECD	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
BFE	Bundesamt für Energie
EDK	Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren
GPK-NR	Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates
ENSI	Eidgenössisches Nuklearsicherheitsinspektorat
SNB	Schweizerische Nationalbank
BAKOM	Bundesamt für Kommunikation
EU	Europäische Union
IV	Invalidenversicherung
EDI	Eidgenössisches Departement des Inneren
WHO	World Health Organization
UNESCO	Organisation der Vereinten Nationen für Erziehung, Wissenschaft und Kultur
SRG	Schweizerische Radio- und Fernsehgesellschaft
KFOR	Kosovo Force
NEAT	Neue Eisenbahn-Alpentransversale
SGB	Schweizerischer Gewerkschaftsbund
FH	Fachhochschule
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women
MERCOSUR	Gemeinsamer Markt des Südens
NFA	Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung
FINMAG	Bundesgesetz über die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
ETHZ	Eidgenössische Technische Hochschule Zürich
gfs.bern	Forschungsinstitut gfs.bern
WEKO	Wettbewerbskommission
SBG	Schweizerische Bankgesellschaft
<hr/>	
DFF	Département fédéral des finances
DETEC	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
ONU	Organisation des Nations unies
AVS	Assurance-vieillesse et survivants
AELE	Association européenne de libre-échange
EPF	École polytechnique fédérale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OFEN	Office fédéral de l'énergie
CDIP	Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique
CDG-CN	Commission de gestion du Conseil national
IFSN	Inspection fédérale de la sécurité nucléaire
BNS	Banque nationale suisse
OFCOM	Office fédéral de la communication
UE	Union européenne
AI	Assurance-invalidité
DFI	Département fédéral de l'intérieur
OMS	Organisation mondiale de la Santé
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
SSR	Société suisse de radiodiffusion

KFOR	Force pour le Kosovo
NLFA	Nouvelle ligne ferroviaire à traverser les Alpes
USS	Union syndicale suisse
HES	Haute école spécialisée
CEDAW	Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination Against Women
MERCOSUR	Marché commun du Sud
RPT	Réforme de la péréquation et de la répartition des tâches
LFINMA	Loi sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
EPFZ	École polytechnique fédérale de Zürich
gfs.bern	Institut de recherche gfs.bern
COMCO	Commission de la concurrence
UBS	Union de banques suisses

Chronique générale

Éléments du système politique

Problèmes politiques fondamentaux

Problèmes politiques fondamentaux

AUTRE
DATE: 31.12.2006
HANS HIRTER

Qu'est-ce qui figurait à l'agenda politique suisse en 2006? Quelles étaient les affaires les plus importantes au Parlement? Et qu'est-ce qui a interpellé le public intéressé par la politique? Les événements les plus importants en 2006 sont résumés ci-dessous et ensuite listés par thème. Les liens vous mèneront directement à ces objets et événements clés de l'année en cours. Hier finden Sie die deutsche Version dieses Artikels.

Ne dérogeant en quelque sorte pas à la règle depuis trois ans, une grande partie des discussions politiques dans les médias ont porté sur le **conseiller fédéral UDC Christoph Blocher**. Il a toutefois moins été question des capacités de fonctionnement collégial du gouvernement qu'auparavant. Il a bien plus été question de prises de position du chef du DFJP en relation avec des décisions judiciaires en rapport avec la loi sur l'asile et la norme pénale antiraciste. Les opposants ont vu dans les propos de Christoph Blocher une infraction, ou tout du moins un manque de respect au principe de séparation des pouvoirs. Le système politique a continué à bien fonctionner, malgré la polarisation des forces politiques au gouvernement et au parlement, et malgré le fait que les blocages aient augmenté au parlement durant la législature en cours à cause des alliances « contre-nature » entre Verts et socialistes, d'un côté, et démocrates du centre de l'autre. La position du Conseil fédéral et de la majorité du parlement s'est imposée lorsque leurs décisions ont été contestées par référendum. Cela a non seulement été le cas pour la révision de la loi sur l'asile et de la loi sur les étrangers, combattue par la gauche, mais également pour l'unification des allocations familiales, combattue par le PRD et l'UDC, et pour la loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est, combattue par l'UDC et les petits partis d'extrême-droite.

Les élections fédérales de l'automne 2007 se sont invitées dans le débat politique de manière encore plus sensible que l'année précédente. Les **partis** n'ont pas seulement présenté leurs plateformes électorales lors de leurs assemblées de délégués, mais ont également intégré des réflexions électorales dans leurs décisions politiques courantes. Aussi bien l'UDC que le PS se sont vus poussés à soutenir, comme en 2005 déjà, des référendums, et cela malgré le fait que leurs directions de parti respectives auraient plutôt souhaité éviter des campagnes de votation. Les socialistes ont soutenu le référendum des Verts contre la révision de l'assurance-invalidité. L'UDC a soutenu le référendum lancé par des petits partis d'extrême-droite (Lega dei Ticinesi et DS) à l'encontre du milliard de francs destiné au financement de l'effort de cohésion de l'UE. Les Verts ont une nouvelle fois été victorieux lors des élections cantonales ; si la progression de l'UDC et du PS a été hétéroclite, radicaux et démocrates-chrétiens ont à nouveau figuré sur la liste des perdants.

En acceptant l'aide financière suisse à destination des nouveaux pays membres de l'UE, le peuple a confirmé une fois encore son soutien aux **accords bilatéraux avec l'UE**. Le Conseil fédéral a réaffirmé cette politique durant l'année sous revue dans son rapport Europe 2006. Le gouvernement a, par ailleurs, relégué l'adhésion à l'UE d'un objectif stratégique à une simple option parmi d'autres. Economiesuisse, l'association faitière de l'économie, est allée plus loin en se prononçant résolument contre l'adhésion de la Suisse à l'UE.

L'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE a entraîné une réorientation de l'**immigration**. La part d'immigrés peu qualifiés et ne disposant pas de bonnes connaissances linguistiques a chuté au profit d'une main d'œuvre qualifiée issue d'Allemagne, notamment. Les flux migratoires mondiaux et le regroupement familial des personnes qui ont immigré avant tout depuis l'Europe du Sud-est dans les années 1990, témoignent du fait que l'immigration continue à créer des problèmes culturels, linguistiques et de formation. Les trois partis bourgeois ont présenté des moyens de régler ces problèmes. Alors que l'UDC a proposé avant tout des mesures répressives, comme par exemple l'expulsion des criminels condamnés, PRD et PDC ont insisté sur l'importance de la formation dans la réussite de l'intégration. Le durcissement de la loi sur l'asile a été soutenu par l'ensemble des partis bourgeois, mais combattu par la gauche qui estimait qu'il portait atteinte aux droits de l'homme.

L'**économie** a poursuivi son développement positif au cours de l'année sous revue, à nouveau en grande partie grâce aux exportations. Le taux d'inflation est resté faible, malgré l'excellente conjoncture. Quant au taux de chômage, il a continué à régresser. L'absence de véritables problèmes n'est sans doute pas étrangère au fait que le thème le plus débattu en matière de politique économique durant l'année sous revue ait été celui des salaires et indemnités, jugées exorbitantes, de quelques hauts managers des branches de la finance et de la pharmacie. Une initiative populaire a d'ailleurs été lancée relativement à cette question. La libéralisation dans le domaine des infrastructures a fait peu de progrès. Le parlement a presque terminé l'examen de la deuxième tentative de libéralisation du marché de l'électricité. Une majorité formée du PDC et de la gauche a rejeté la proposition du Conseil fédéral de privatisation de Swisscom. Dans son rapport sur la Politique agricole 2011, le Conseil fédéral a confirmé son intention de poursuivre la libéralisation de la politique agricole à petits pas. Les associations paysannes et leurs alliés PDC et UDC au parlement ont accepté cette stratégie, mais se sont prononcés en faveur d'un tempo de réformes plus lent, ainsi qu'une mise à disposition de moyens financiers supplémentaires pour pallier aux pertes de revenu des paysans.

Les **finances publiques** ont évolué de manière très positive, avant tout grâce à des rentrées fiscales en forte hausse. Les comptes de la Confédération ont bouclé sur un excédent de CHF 2,5 milliards, et ont ainsi largement dépassé les prévisions budgétaires. La grande majorité des cantons a également enregistré des résultats positifs au bilan de l'année sous revue. Il en a ainsi résulté une certaine marge de manœuvre pour des baisses d'impôt pour les familles et les entrepreneurs, notamment. Diverses décisions ont été prises, en conséquence, par les parlements ou en votation populaire. Au niveau fédéral, le parlement a voté les mesures immédiates demandées par le Conseil fédéral pour l'allègement des charges fiscales pour les familles. Il a par ailleurs ouvert la discussion sur le projet de baisse d'impôts pour les entrepreneurs. En parallèle à cela, le gouvernement s'est évertué, sans grand succès, à examiner les potentiels d'économies supplémentaires au niveau des dépenses de la Confédération. La nouvelle organisation des tâches au niveau de l'Etat fédéral a, quant à elle, progressé à grands pas : le parlement a en effet adopté la législation d'exécution relative à la répartition des tâches entre Confédération et cantons. Le Conseil fédéral a ajouté à cela des propositions de financement correspondantes.

Sur le plan des **assurances sociales**, la décision la plus importante a été prise au niveau de l'assurance-invalidité, hautement déficitaire de manière chronique. La question de son financement futur, et avant tout celle du découplage avec la caisse-AVS a été reportée. La 5ème révision de l'AI votée par le parlement crée les conditions préalables à un endiguement de l'augmentation des coûts. Le principe de l'« insertion avant la rente », concrétisé par des mesures comme le dépistage des cas de maladie, n'a pas été contesté. Des mesures isolées, comme la suppression des rentes pour conjoint, se sont cependant heurtées à une forte résistance de la part de la gauche et de plusieurs organisations de personnes handicapées, qui ont d'ailleurs lancé le référendum à l'encontre de la réforme. La discussion sur la 2ème révision de la loi sur l'assurance-maladie a occupé le Conseil des Etats durant toute l'année. La majorité du parlement a toutefois été d'accord sur le fait que, ni l'initiative populaire pour une caisse-maladie unique lancée par la gauche, ni l'initiative populaire UDC visant à des réductions massives des prestations dans l'assurance de base, ne constituaient des concepts de réforme praticables.

Problèmes politiques fondamentaux:

- La proposition de remplacer le « cantique suisse » par un hymne national moderne n'a pas trouvé de majorité.
- Le chômage est resté la préoccupation première de la population durant l'année sous revue.
- Dans le canton de Genève, qui possède la Constitution la plus ancienne de Suisse, la plupart des partis politiques se sont prononcés en faveur d'une révision totale de celle-ci.

Ordre juridique:

- Le chef du DFJP, Christoph Blocher, a envisagé une révision de la norme pénale antiraciste.
- Le parlement a décidé de mettre sur pied un nouveau numéro unique de sécurité sociale, qui pourra également être utilisé à des fins statistiques.
- Le dénombrement de la population ne se fera plus par le truchement d'un

recensement avec questionnaire à l'avenir, mais sur la base des registres communaux des habitants et de sondages représentatifs.

- Le Conseil fédéral aimerait donner des possibilités supplémentaires aux organes de protection de l'Etat au niveau de la surveillance préventive.
- Le Conseil fédéral s'est prononcé contre l'initiative populaire de l'UDC sur les naturalisations.
- Le Conseil des Etats a adopté l'unification du droit de procédure pénale.
- Le groupe « Marche blanche » a déposé son initiative populaire «pour l'imprescriptibilité des actes de pornographie infantine».
- Le parlement n'est pas parvenu à se mettre d'accord sur la loi d'application de l'initiative « Internement à vie pour les délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables ».
- Les chambres ont adopté les bases légales nécessaires à la lutte contre la violence lors de manifestations sportives ; un référendum lancé par divers clubs de supporters de football et de hockey sur glace n'a pas abouti.
- Le Conseil fédéral a présenté son projet de nouveau code de procédure civile unifié ; celui-ci doit remplacer les 26 réglementations cantonales.

Institutions et droits populaires:

- L'Assemblée fédérale a élu Doris Leuthard, la présidente du PDC, en tant que successeur du conseiller fédéral Joseph Deiss.
- Le parlement a confirmé son intention de réunir, dans un seul et même département, les offices fédéraux qui s'occupent de la formation, de la recherche et de l'innovation.
- La primauté des cotisations pour les prestations de vieillesse a été introduite avec l'adoption de la révision totale de la loi sur la caisse de pension du personnel fédéral par les chambres.
- Le Conseil national a rejeté le passage à un nouveau rythme des sessions parlementaires à une semaine par mois.
- Le parlement s'est prononcé en faveur d'une réduction du nombre de juges fédéraux.
- L'édification d'une législation d'exécution à l'introduction récente de l'initiative générale s'est révélée trop compliquée.
- Le Conseil national a voté un contre-projet indirect à l'initiative populaire « Souveraineté du peuple sans propagande gouvernementale ».

Structures fédéralistes:

- Le parlement a adopté la loi de mise en oeuvre de la nouvelle péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT).
- La Landsgemeinde glaronaise a décidé de réduire drastiquement le nombre de communes de 25 à 3.
- L'Assemblée interjurassienne a commencé à élaborer un rapport sur le rattachement des trois districts du Jura bernois au canton du Jura.

Elections:

- Lors des élections de huit parlements cantonaux, la représentation des Verts et de l'UDC a été renforcé tandis que le PS, le PRD et surtout le PDC ont perdu des sièges.
- Le canton de Berne a élu un gouvernement à majorité rose-verte. Le Jura retrouve un exécutif à majorité bourgeoise par le siège du PRD.
- L'UDC reste sans succès dans les élections aux exécutifs cantonaux.
- Lausanne a élu un exécutif majoritairement rose-verte.

Politique étrangère:

- Le Conseil fédéral a présenté le Rapport Europe 2006, dans lequel il relègue l'adhésion à l'UE à une simple option parmi d'autres.
- Le peuple a accepté la loi fédérale sur la coopération avec les Etats d'Europe de l'Est, qui prévoit le versement d'un milliard de francs sur cinq ans.
- Plusieurs accords de libre-échange dans le cadre de l'AELE ont été adoptés par les chambres.
- Ces dernières ont adopté l'arrêté fédéral concernant l'octroi de préférences tarifaires en faveur des pays en développement.
- Le commerce extérieur suisse a connu une année exceptionnelle.
- Le parlement s'est prononcé en faveur de la révision du Protocole additionnel aux Conventions de Genève de 1949, relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (le cristal rouge).

Armée:

- Le Conseil fédéral a approuvé deux accords qui fournissent de nouvelles bases légales

- à l'engagement d'officiers suisses dans le cadre de l'ISAF en Afghanistan.
- Le Conseil national a refusé les modifications de l'organisation de l'armée proposées par le Conseil fédéral (étape de développement 2008/2011 de l'armée).
 - Les cantons ont avoué qu'ils ne pouvaient se passer de l'armée pour la surveillance des représentations diplomatiques étrangères en Suisse.
 - Les chambres fédérales ont adopté le Programme d'armement 2006.
 - Le parlement a adopté une motion qui demandait au Conseil fédéral d'introduire la notion de « preuve par l'acte » dans le cadre de la loi fédérale sur le service civil.

Politique économique:

- Le développement économique favorable s'est poursuivi durant l'année sous revue.
- Le parlement a adopté le projet de nouvelle politique régionale proposé par le Conseil fédéral.
- Le gouvernement a mis en consultation des propositions pour l'introduction unilatérale du principe du Cassis de Dijon, réclamée par de nombreux milieux.
- Un privé a lancé une initiative populaire en faveur de la limitation des salaires des cadres et des indemnités des membres des conseils d'administration dans les sociétés anonymes, souvent jugés exorbitants.

Crédit et monnaie:

- La Banque nationale suisse a poursuivi, compte tenu de la bonne situation conjoncturelle, une politique monétaire légèrement restrictive.
- Le parlement a adopté la nouvelle loi sur les placements collectifs en capital.
- Le peuple et les cantons ont rejeté l'initiative populaire « Utilisation des bénéficiaires de la Banque nationale pour l'AVS ».
- Le Conseil national s'est prononcé contre un ancrage du secret bancaire dans la Constitution fédérale.
- La commission d'experts pour une révision totale de la loi sur le contrat d'assurance a livré son projet durant l'année sous revue.

Agriculture:

- Le Conseil fédéral a présenté son message concernant l'évolution de la future politique agricole (PA 2011).
- Les chambres ont adopté la révision de l'aménagement du territoire qui touche au secteur agricole.
- La révision de la loi sur les épidémies a été adoptée par le parlement.
- Les chambres ont adopté plusieurs interventions relatives à la question du génie génétique dans l'agriculture.
- Le Conseil fédéral n'a pas souhaité prendre de mesures strictes à l'égard des chiens dangereux au niveau fédéral. Certains cantons n'ont dès lors pas hésité à agir dans ce domaine.
- Le Conseil fédéral s'est prononcé contre l'initiative populaire intitulée « Sauvez la forêt suisse ».

Finances publiques:

- Le Conseil fédéral a mis en consultation quatre modèles pour la révision de l'imposition des couples mariés; le parlement a adopté les mesures immédiates atténuant la discrimination fiscale des couples mariés par rapport aux concubins.
- Les chambres fédérales ont débattu de la deuxième réforme de l'imposition des sociétés.
- Les comptes d'Etat 2006 ont été clôturés avec un excédent de CHF 2.5 milliards.
- Le budget 2007 prévoit un excédent de CHF 904 millions.
- Le parlement a voté la législation d'exécution concernant la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT); le Conseil fédéral a présenté le message sur la dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur.

Energie:

- L'année sous revue a été marquée par les débats relatifs à la future politique énergétique de la Suisse.
- Le Conseil fédéral a adopté un mandat pour des négociations en vue d'un accord sur le transit d'électricité avec l'UE.
- Les divergences relatives à la loi fédérale sur l'approvisionnement en électricité n'ont pas pu être aplanies au parlement durant l'année sous revue.
- Le Conseil fédéral a adopté le message concernant la nouvelle organisation de la surveillance de la sécurité nucléaire.

- L'Office fédéral de l'énergie a présenté un projet de plan de route, qui esquisse les procédures à suivre en cas de recherche d'un site d'entreposage de déchets radioactifs.
- La Suisse s'est jointe au partenariat international pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique (REEP).

Transports et communications:

- Le parlement a approuvé la création d'un fonds d'infrastructure pour les routes et le rail doté de CHF 20.8 milliards.
- Le Conseil fédéral a demandé un 9ème crédit-cadre concernant les contributions d'investissement aux chemins de fer privés d'un montant de CHF 600 millions; les chambres fédérales l'ont augmenté à CHF 800 millions.
- Le parlement n'est pas entré en matière sur le projet de privatisation de Swisscom.
- Le gouvernement a l'intention de poursuivre la libéralisation progressive du marché postal suisse.
- Le Conseil fédéral a mis en consultation un projet de modification constitutionnelle pour un financement spécial de l'aviation.

Aménagement du territoire et logement:

- Le Parlement a débattu d'une révision partielle de la loi sur l'aménagement du territoire, qui vise à améliorer les gains accessoires des agriculteurs.
- Le PRD zurichois a déposé une initiative populaire fédérale concernant la restriction du droit de recours des organisations.
- Le Conseil fédéral a l'intention d'abroger la loi fédérale sur l'acquisition d'immeubles par des personnes domiciliées à l'étranger.
- Son projet de révision du droit du bail ayant été critiqué en consultation, le gouvernement a décidé de régler les modifications susceptibles d'être revues par biais d'ordonnance.

Protection de l'environnement:

- Le parlement a débattu de l'introduction d'une taxe sur les combustibles et d'une réduction de l'impôt sur les gaz naturel, liquide, et le biogaz.
- L'initiative populaire pour la renaturation a été déposée.
- Le Conseil fédéral a proposé de rejeter l'initiative populaire «Contre le bruit des avions de combat à réaction dans les zones touristiques».
- Le PRD zurichois a déposé une initiative populaire fédérale concernant la restriction du droit de recours des associations. Le parlement a limité le droit de recours des associations environnementales dans le cadre des études d'impact sur l'environnement.
- Les chambres fédérales ont procédé à une révision partielle de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage qui crée des bases légales pour la création de parcs nationaux.

Population et travail:

- La population résidente a dépassé pour la première fois la barre des 7.5 millions de personnes.
- L'Office fédéral de la statistique a publié une estimation des coûts moyens du travail en Suisse en comparaison avec les pays de l'UE.
- Le taux moyen de chômage a baissé de manière significative durant l'année sous revue.
- Les chambres ont adopté la révision de la Loi sur le travail, qui prévoit que la limite d'âge pour la protection spéciale des jeunes travailleurs soit abaissée à 18 ans.

Santé, assistance sociale, sport:

- Un rapport de l'OMS et de l'OCDE a évalué de manière positive le système de santé suisse.
- Le Conseil fédéral a mis en consultation un projet de réglementation relative à la recherche sur l'être humain.
- Dans les cantons du Tessin et de Soleure, le peuple s'est prononcé en faveur d'une interdiction de fumer dans les restaurants et les lieux publics.
- Le Conseil national a donné un nouvel élan à une révision de la loi sur les stupéfiants.
- La Confédération a publié pour la première fois une statistique détaillée de l'aide sociale.
- Le parlement a alloué un deuxième crédit, plus important, pour l'organisation du Championnat d'Europe de Football 2008.

Assurances sociales

- L'USS a déposé son initiative populaire en faveur d'un âge de la retraite flexible.
- Le parlement a adopté la 5ème révision de l'AI ; plusieurs organisations de personnes handicapées ont lancé le référendum à son encontre.
- Le Conseil fédéral a demandé au parlement un abaissement du taux de conversion au niveau de la prévoyance professionnelle.
- Le parlement s'est prononcé contre l'initiative populaire de la gauche en faveur d'une caisse maladie unique, et a poursuivi ses travaux en rapport avec la 2ème révision de la loi fédérale sur l'assurance-maladie.
- Malgré une situation qui s'est améliorée sur le marché du travail, l'assurance-chômage n'a pu sortir des chiffres rouges.

Groupes sociaux:

- Le peuple a clairement accepté la révision de la loi sur l'asile et la nouvelle loi sur les étrangers.
- Le Conseil fédéral a décidé de faire participer la Suisse à un protocole facultatif de l'ONU qui complète la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW).
- Le parlement a fixé à CHF 120 millions le deuxième crédit d'engagement (2007-2011) pour le programme d'impulsion en faveur de la création de places de garde des enfants en dehors de la famille.
- La loi sur l'harmonisation des allocations familiales a été acceptée à une nette majorité en votation populaire.

Enseignement et recherche:

- Le peuple et les cantons ont approuvé la révision des articles constitutionnels sur l'éducation.
- La CDIP a mis en consultation le nouveau concordat sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire en Suisse HarmoS.
- Le parlement a approuvé la loi sur les professions médicales.
- Les chambres fédérales ont adopté la participation de la Suisse au 7ème programme-cadre de recherche de l'UE pour un montant de CHF 2.545 milliards.
- Le Conseil national a débattu de la révision de la loi sur les brevets.

Culture, langues, églises:

- En été, le Conseil fédéral a pris connaissance des résultats de la mise en consultation de la nouvelle loi sur l'encouragement de la culture, et de la révision totale de la loi fédérale sur la fondation Pro Helvetia.
- Les accords MEDIA de l'UE sont entrés en vigueur le 1er avril ; ils permettent une collaboration intégrale, et à titre égal, de la production cinématographique suisse.
- Les chambres ont adopté une loi-cadre pour la rénovation et l'agrandissement du Musée suisse des transports.
- Le Conseil des Etats a adopté la révision de la Loi sur le droit d'auteur.
- Une commission du Conseil national a présenté son projet de loi sur les langues nationales.

Médias:

- L'année sous revue a été marquée par les débats autour des poursuites judiciaires de journalistes pour la publication de documents officiels confidentiels.
- Le nouveau centre de presse pour les médias accrédités au Palais fédéral a été ouvert au mois de juin.
- Trois nouveaux journaux gratuits ont été lancés en 2006 : « 20 Minutes », « Heute » et « Cash-Daily ».
- La révision de la loi sur la radio et la télévision a été adoptée par les chambres.
- La Suisse peut désormais utiliser l'adresse suisse.ch, dans les quatre langues nationales, en tant que portail internet officiel.

AUTRE
DATE: 31.12.2007
HANS HIRTER

Was prägte 2007 die Schweizer Politik? Welches waren die bedeutenden Geschäfte im Parlament? Und was hat die politisch interessierte Öffentlichkeit bewegt? Nachfolgend werden die wichtigsten Ereignisse im Jahr 2007 zusammengefasst und anschliessend nach Thema geordnet aufgelistet. Mit den Links gelangen Sie direkt zu diesen im Berichtsjahr zentralen Geschäften und Ereignissen. Vous trouverez ici la version française de cet article.

Das politische Geschehen des Jahres 2007 stand im Zeichen der Gesamterneuerungswahlen für das nationale Parlament und die Regierung, welche im

Oktober resp. Dezember stattfanden. Die Zusammensetzung des Bundesrates bildete eines der Hauptthemen der **Parlamentswahlen**. Verantwortlich dafür war primär die SVP, welche ihren Bundesrat Christoph Blocher in einer in der Schweiz noch nie gesehenen Weise in den Wahlkampf einspannte. Nachdem die SVP im Sommer mit Plakaten, auf denen weisse Schafe mit Fusstritten ein schwarzes Schaf aus der Schweiz verjagen, im In- und Ausland grosses Aufsehen erregt hatte, startete sie in den letzten Wochen vor den Wahlen eine neue Kampagne. Mit dem Slogan «Blocher stärken! SVP wählen» machte sie, analog zu ausländischen Wahlkämpfen, ihren de facto Leader zum Hauptthema ihrer sehr aufwändigen Wahlwerbung. Das Ergebnis der Parlamentswahlen gab ihr, wenigstens zum Teil, recht. Sie gewann noch einmal Wähleranteile dazu und kam mit 28.9 Prozent auf das beste Resultat, das je eine Partei bei Nationalratswahlen seit der Einführung des Proporzsystems erzielt hatte. Zu den Siegern gehörten auf der anderen Seite des politischen Spektrums auch die Grünen, die zudem auch erstmals Ständeratssitze erobern konnten. Da sowohl die SP als auch der Freisinn auf der Verliererseite standen, veränderte sich das Kräfteverhältnis zwischen Links und Rechts kaum.

Die äusserst knappe Wahl von **Bundesrat Blocher** im Jahr 2003 nährte die Befürchtungen der SVP, dass er bei den Gesamterneuerungswahlen am 12. Dezember nicht problemlos bestätigt werden könnte. Bereits im Januar hatten die Delegierten der SVP beschlossen, dass SVP-Mitglieder, die vom Parlament anstelle von Blocher gewählt würden, aus der Partei ausgeschlossen würden. Nach den Parlamentswahlen vom Oktober zeigte sich, dass die Parteien, die 2003 Blocher anstelle der Christlichdemokratin Metzler in die Regierung gewählt hatten (SVP, FDP, LP und kleine Rechtsparteien) sogar drei Sitze verloren hatten und recht weit vom absoluten Mehr entfernt waren. Die auf Blocher zentrierte Nationalratswahlkampagne der SVP und der Antrag ihrer Fraktion an die Bundesversammlung, die bisherigen Bundesräte der SP und der CVP nicht wieder zu wählen, verbesserten seine Wahlchancen nicht. Die CVP und die SP gaben bekannt, dass sie zwar jemanden von der SVP in den Bundesrat wählen würden, aber nicht Blocher; welche Person dies sein würde, blieb bis zur Sitzungseröffnung ein Geheimnis. Erst dann portierten sie die Bündner SVP-Regierungsrätin Eveline Widmer-Schlumpf, welche von praktisch allen Abgeordneten der SP, der GP und der CVP unterstützt wurde. Die Vereinigte Bundesversammlung wählte sie im zweiten Wahlgang mit 125 Stimmen bei einem absoluten Mehr von 122, auf den Bisherigen Blocher entfielen 115 Stimmen. Nach einer Bedenkzeit nahm Widmer-Schlumpf am nächsten Tag die Wahl an. Obwohl sie angab, die Wahl akzeptiert zu haben, um den Regierungssitz, der sonst mit grosser Wahrscheinlichkeit an die CVP gegangen wäre, für die SVP zu retten, schloss die SVP-Fraktion sie aus. Der wieder gewählte SVP-Bundesrat Schmid erlitt dasselbe Schicksal, weil er sich nicht mit Blocher solidarisch gezeigt und die Wahl abgelehnt hatte. Damit schaffte zum zweiten Mal innerhalb von vier Jahren ein Regierungsmitglied die Wiederwahl nicht und zudem blieb die stärkste Partei ohne von ihr als legitime Vertreter anerkannte Bundesräte.

Neben diesen spektakulären Wahlen geriet die Sachpolitik etwas in den Hintergrund. Es gab sie aber durchaus. Ein vor allem auch innenpolitisch wichtiges Thema im Rahmen der bilateralen Verträge mit der EU bleibt die **Personenfreizügigkeit**. Im Berichtsjahr endete die fünfjährige Übergangsfrist, welche für die Einwanderung aus den fünfzehn ältesten EU-Staaten noch gewisse Einschränkungen erlaubt hatte. Zudem formulierte der Bundesrat das Mandat, um mit der EU die Ausdehnung der Personenfreizügigkeit auf die zwei neuen EU-Mitglieder Bulgarien und Rumänien zu verhandeln.

Wirtschaftlich ging es 2007 weiter aufwärts. Das reale **Wirtschaftswachstum** übertraf wie bereits im Vorjahr die 3-Prozent-Marke. Die sehr gute Konjunkturlage wirkte sich spürbar auf die Beschäftigung aus. Die Arbeitslosenquote sank bis zum Jahresende auf 2.7 Prozent. Im letzten Quartal sorgten allerdings Meldungen über Verluste und hohe Abschreibungen bei Grossbanken, darunter auch die schweizerische UBS, für eine gewisse Beunruhigung und zu Befürchtungen, dass der weltweite Wirtschaftsboom zum Erliegen kommen könnte. Rufe der politischen Linken nach mehr Regulierung und staatlicher Kontrolle des Finanzmarktes fanden aber kein Echo. Die von vielen als überrissen empfundenen Löhne und Entschädigungen für Spitzenmanager und Verwaltungsräte einiger privater Unternehmen namentlich aus der Finanzbranche beschäftigten weiterhin eine breite Öffentlichkeit, die Medien und auch die Politik. Der Bundesrat beantragte dem Parlament einen Ausbau der Aktionärsrechte zur Festlegung dieser Vergütungen.

Dank der reichlich sprudelnden Steuereinnahmen präsentierte sich der **Finanzhaushalt** des Bundes in einem guten Licht. Seine Staatsrechnung schloss mit einem Überschuss

von mehr als CHF 4 Mia. ab und lag damit weit über dem Budget. Auch der Voranschlag für 2008 sah schwarze Zahlen vor. Gegen den Widerstand der Linken, welche anschliessend das Referendum einreichte, beschloss das Parlament einige Vereinfachungen und Erleichterungen bei der Unternehmenssteuer. Dem seit einigen Jahren verschärften Steuerwettbewerb zwischen den Kantonen setzte das Bundesgericht engere Grenzen. Es entschied, dass degressive Einkommenssteuern, wie sie der Kanton Obwalden eingeführt hatte, verfassungswidrig sind. Nach einigen Auseinandersetzungen zwischen den Vertretern der reichen und der ärmeren Kantone verabschiedete das Parlament die Regeln für die Bemessung des neuen Finanzausgleichs.

Das Parlament stimmte dem neuen Elektrizitätsmarktgesetz zu. Die **Marktliberalisierung** erfolgt in zwei Schritten und betrifft in der ersten Phase nur die Grosskonsumenten. Im Gegensatz zum ersten, in der Volksabstimmung gescheiterten Projekt, verzichtete die Linke diesmal auf ein Referendum. Im Bereich der Post gab der Bundesrat die von ihm geplanten weiteren Liberalisierungsetappen bekannt. Mehr Wettbewerb strebt die Landesregierung auch im Immobilienhandel an. Sie beantragte dem Parlament die Aufhebung des Gesetzes, das den Erwerb von Grundstücken und Wohneigentum durch Personen mit Wohnsitz im Ausland einschränkt.

In der **Sozialpolitik** bestätigte das Volk zweimal die Entscheide der bürgerlichen Parlamentsmehrheit gegen den Widerstand der politischen Linken. Es lehnte die Ersetzung der privaten Krankenkassen durch eine staatliche Einheitsversicherung ab und stimmte der 5. Revision der Invalidenversicherung zu. Das Parlament verabschiedete nach langen Debatten die Neuregelung der Spitalfinanzierung. Die Erziehungsdirektoren der Kantone schlossen ihre Arbeiten zur Umsetzung der vom neuen Verfassungsartikel über die Bildung verlangten **Harmonisierung der kantonalen Bildungssysteme** ab. Sie verabschiedeten dazu einstimmig ein Harmos genanntes Konkordat, das die wichtigsten Eckpunkte dieser Reform wie das Eintrittsalter und die Einführung eines Evaluationssystems festhält.

Politische Grundfragen:

- Die Durchführung einer Bundesfeier auf dem Rütli mit Bundespräsidentin Calmy-Rey beschäftigte die Medien während Monaten.
- Der Nationalrat beschloss einstimmig eine schweizerische Beteiligung an der nächsten Weltausstellung von 2010 in Shanghai (China).
- Trotz Opposition von Links und Rechts hiessen die Luzerner ihre neue Kantonsverfassung gut.

Rechtsordnung:

- Die Schweizer Demokraten lancierten eine Volksinitiative zur Aufhebung des Antirassismusesetzes.
- Das Parlament beschloss, dass die Volkszählung nicht mehr mittels einer Vollerhebung mit Fragebogen durchgeführt wird, sondern auf der Grundlage von Registerdaten.
- Der Bundesrat beantragte, die Staatsschutzorgane mit zusätzlichen Mitteln der Informationsbeschaffung auszustatten.
- Das Parlament sprach sich gegen die SVP-Volksinitiative zum Einbürgerungsverfahren aus.
- Der Kanton Neuenburg führte die Wählbarkeit von Ausländern in kommunale Parlamente und Exekutiven ein.
- Anlässlich einer SVP-Manifestation kurz vor den eidgenössischen Wahlen kam es in Bern zu heftigen Auseinandersetzungen zwischen der Polizei und Gegendemonstranten.
- Das Parlament hiess die Vereinheitlichung der kantonalen Strafprozessordnungen gut.
- Das Parlament verabschiedete die gesetzgeberische Umsetzung der 2004 angenommenen Volksinitiative «für eine lebenslange Verwahrung für nicht therapierbare, extrem gefährliche Sexual- und Gewaltstraftäter».
- Der Ständerat unterstützte die vom Bundesrat vorgeschlagene neue einheitliche Zivilprozessordnung.

Institutionen und Volksrechte:

- Die Vereinigte Bundesversammlung bestätigte Bundesrat Blocher nicht in seinem Amt und wählte an seiner Stelle die Bündner Regierungsrätin Eveline Widmer-Schlumpf.
- Die bisherige Vizekanzlerin Corina Casanova wurde zur Nachfolgerin der zurücktretenden Bundeskanzlerin Annemarie Huber-Hotz gewählt.
- Der Bundesrat legte dem Parlament seine Vorschläge für eine Neugestaltung der

Regeln über die Einsetzung, Wahl und Arbeit der ausserparlamentarischen Kommissionen vor.

- Das Parlament verabschiedete die neuen strengeren Bestimmungen für die Unvereinbarkeit zwischen einem Parlamentsmandat und Tätigkeiten für den Bund oder seine Institutionen.
- Die GPK des Nationalrats untersuchte die Umstände des im Sommer 2006 erfolgten Rücktritts von Bundesanwalt Valentin Roschacher und kritisierte dabei das Verhalten des Justizministers.
- Der Nationalrat resp. seine SPK lehnten parlamentarische Initiativen der SVP für einen Ausbau des Referendumsrechts ab.

Föderativer Aufbau:

- Das Parlament legte die Regeln zur Berechnung des Ressourcen-, Lasten- und Härteausgleichs im Rahmen der NFA fest.
- Die Glarner Landsgemeinde bestätigte ihren Beschluss aus dem Vorjahr, aus den bisherigen 25 Gemeinden nur noch drei zu machen.
- Die Assemblée interjurassienne publizierte einen Zwischenbericht.

Wahlen:

- Bei den Nationalratswahlen gelang der SVP mit 28.9 Prozent Stimmenanteil das beste Ergebnis, das eine Partei seit der Einführung des Proporz je erzielt hat.
- Die SP verlor erheblich an Stimmenanteilen und musste neun Nationalratsmandate abgeben.
- Die FDP erzielte mit 15.8 Prozent das schlechteste Ergebnis ihrer Geschichte und verlor fünf Sitze.
- Die CVP konnte sich stabilisieren und gewann drei Mandate hinzu.
- Die Grünen erzielten ihr bisher bestes Ergebnis und erreichten fast 10 Prozent Stimmenanteil.
- Insgesamt wurde das bürgerliche Lager bei den Nationalratswahlen leicht gestärkt.
- Im Ständerat dagegen konnte die Linke ihre Vertretung leicht verbessern.
- Erstmals zogen zwei Grüne und eine Grünliberale in die kleine Kammer ein.
- Bei den kantonalen Wahlen waren die Grünen die Gewinner, Sitze abgeben mussten FDP und SP.

Aussenpolitik:

- Das Parlament verabschiedete die Totalrevision des Opferhilfegesetzes.
- Das Parlament wies den Bundesbeschluss über die Beteiligung der Schweiz am Projekt MEDIA der EU für die Periode 2007-13 an den Bundesrat zurück.
- Die Bundesversammlung stimmte dem Beitrag der Schweiz für den Abbau der wirtschaftlichen und sozialen Disparitäten zwischen den EU-Staaten zu.
- Die EU und die Schweiz nahmen Verhandlungen über ein Abkommen über den Elektrizitätsmarkt auf.
- Das Parlament verabschiedete den Rahmenkredit für die Fortführung der humanitären Hilfe.
- Der Aussenhandel entwickelte sich wie bereits im Vorjahr hervorragend.

Landesverteidigung:

- Der Bundesrat beantragte eine Verlängerung der Beteiligung der Schweiz an der internationalen Friedenstruppe KFOR.
- Das Parlament hiess zwei Projekte zur Realisierung der Armeentwicklung 2008/2011 gut.
- Das Parlament empfahl die Volksinitiative gegen den Lärm von Kampfflugzeugen ohne Gegenvorschlag zur Ablehnung.
- Das Parlament verabschiedete das Rüstungsprogramm 2007.
- Der Bundesrat führte eine Vernehmlassung zu einer Vereinfachung der Zulassung zum Zivildienst durch.
- Die Regierung gab ein Projekt in die Vernehmlassung, das bei Einsätzen des Zivilschutzes in Notsituationen die sofortige Verwendung von Personen ohne spezifische Zivilschutzausbildung ermöglichen will.

Wirtschaftspolitik:

- Die Konjunkturlage blieb auch im Berichtsjahr sehr zufriedenstellend.
- Der Bundesrat verzichtete darauf, alle mit der Landeswerbung im Ausland befassten Organisationen unter einem Dach zu vereinen.
- Das Parlament hiess die Vorschläge der Regierung zur Umsetzung der Neuen Regionalpolitik des Bundes gut.
- Der Bundesrat hielt an seiner Absicht fest, das Verbot des Parallelimports

patentgeschützter Waren gesetzlich zu verankern.

– Der Bundesrat beantragte, die Rechte der Aktionäre insbesondere im Bereich der Festsetzung der Entlohnung der Unternehmensführung auszubauen.

Geld, Währung und Kredit:

– Die Nationalbank setzte bis in den Herbst ihre relativ restriktive Geldpolitik fort.

– Das Parlament verabschiedete das neue Bundesgesetz über die Eidgenössische Finanzmarktaufsicht (FINMAG).

– Die schweizerische Grossbank UBS war massiv von der Krise auf dem amerikanischen Hypothekenmarkt betroffen.

– Der Ständerat stimmte einer Verschärfung der gesetzlichen Massnahmen gegen Insidergeschäfte an der Börse zu.

Landwirtschaft:

– Das Parlament hiess verschiedene Gesetzesvorlagen im Rahmen der Umsetzung der zukünftigen Landwirtschaftspolitik gut.

– Der Milchpreis stieg zum ersten Mal seit 1993 wieder an.

– Das Parlament stimmte, mit einigen Änderungen, dem Bundesbeschluss über den Schutz von Pflanzzüchtungen zu.

– Der Bundesrat gab zwei Vorprojekte über ein allfälliges Verbot von bestimmten Hunderassen und über Vorschriften für Hundehalter in die Vernehmlassung.

– Der Nationalrat beschloss, auf die Revision des Waldgesetzes nicht einzutreten und die Volksinitiative «Rettet den Schweizer Wald» abzulehnen.

Öffentliche Finanzen:

– Das Bundesgericht erklärte das degressive Steuermodell des Kantons Obwalden als verfassungswidrig.

– Das Parlament nahm die Beratungen zum Bundesgesetz über die Vereinfachung der Nachbesteuerung in Erbfällen und die Einführung der straflosen Selbstanzeige auf.

– Die Räte verabschiedeten die Unternehmenssteuerreform II.

– Der Bundesrat präsentierte seine Botschaft zur Änderung des Tabaksteuergesetzes.

– Die Staatsrechnung 2007 schloss mit einem Überschuss von CHF 4.1 Mia.

– Das vom Parlament beschlossene Budget 2008 sah einen Einnahmenüberschuss von CHF 1122 Mio. vor.

– Im Rahmen der Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen (NFA) behandelte das Parlament die Botschaft zur Festlegung des Ressourcen-, Lasten- und Härteausgleichs.

Energie:

– Der Bundesrat verabschiedete eine mittel- und langfristige Energiestrategie.

– Das Parlament stimmte der Öffnung des Elektrizitätsmarkts definitiv zu und hiess Massnahmen zur Entwicklung der erneuerbaren Energien gut.

– Zum erstenmal seit 1997 ist der Energieverbrauch gesunken.

– Vom 1. Januar 2008 an müssen die Gaskraftwerke ihren CO₂-Ausstoss vollständig kompensieren.

– Die Bundesversammlung schloss Bioethanol aus dem Monopol der Eidgenössischen Alkoholverwaltung aus, um Importe zu ermutigen.

Verkehr und Kommunikation:

– Der Ständerat hat den Aufschub der Reduktion des Alpentransits auf der Strasse gutgeheissen und eine Einschränkung der bundesrätlichen Kompetenzen bezüglich der Einführung einer Alpentransitbörse verabschiedet.

– Der Bundesrat stellte eine neue Botschaft zur Eisenbahnreform 2 vor.

– Swisscom ist mehrmals wegen Ausnützung der Marktvorherrschaft verurteilt worden.

– Der Bundesrat bestimmte die Marschrichtung der Postliberalisierung.

– Der Nationalrat trat auf das Bundesratsprojekt zur Spezialfinanzierung des Luftverkehrs ein.

Raumplanung und Wohnungswesen:

– Während der Bundesrat der Volksinitiative zur Beschränkung des Verbandsbeschwerderechts zustimmte, hat der Ständerat sie verworfen.

– Das Parlament verabschiedete die Teilrevision des Raumplanungsgesetzes: bewilligt werden nur Bauten und Anlagen, die zur Erzeugung von Energie aus Biomasse nötig sind.

– Der Bundesrat stellte seine Botschaften zur Aufhebung der Lex Koller und zu flankierenden Massnahmen vor.

– Die beiden Parlamentskammern stritten sich um die Einführung eines

steuerprivilegierten Bausparens.

Umweltschutz:

- Im Frühjahr wurden die Volksinitiativen für eine «wirksame Klimapolitik» und für «menschenfreundliche Fahrzeuge» lanciert.
- Die Räte verabschiedeten im März das Mineralölsteuergesetz; Erd-, Flüssig- und Biogas werden steuerlich begünstigt.
- Im November begann der Rückbau der Sondermülldeponie in Kölliken (AG).
- Das Weinbaugebiet Lavaux (VD) wurde in das Weltkulturerbe der UNESCO aufgenommen.
- Im August wurde die Schweiz von heftigen Unwettern heimgesucht.

Bevölkerung und Arbeit:

- Die Schweiz verzeichnete die stärkste Bevölkerungszunahme seit Anfang der 90er Jahre.
- Im internationalen Vergleich sind die schweizerischen Beschäftigten mit ihrer Arbeitssituation überdurchschnittlich gut zufrieden.
- Die Arbeitslosenzahl nahm im ganzen Jahresverlauf kontinuierlich ab.
- Der Nationalrat lehnte einen Vorstoss für die Einführung eines Mindestlohns ab.
- Die Gewerkschaft Travailsuisse lancierte eine Volksinitiative für mindestens sechs Wochen Ferien für alle Erwerbstätigen.
- Nachdem die Arbeitgeber des Bauhauptgewerbes den Landesmantelvertrag gekündigt hatten, kam es in mehreren Städten zu Streiks.

Gesundheit, Sozialhilfe, Sport:

- Der Bundesrat erteilte dem EDI den Auftrag, bis im Herbst 2008 einen Vorentwurf für gesetzliche Bestimmungen zur Stärkung von Prävention und Gesundheitsförderung zu erarbeiten.
- Der Ständerat erteilte dem Bundesrat einen verbindlichen Auftrag zur Regelung der indirekt aktiven Sterbehilfe.
- Das Parlament lehnte die Volksinitiative «Ja zur Komplementärmedizin» ab.
- Das Parlament nahm sowohl das Europarats-Übereinkommen über Menschenrechte und Biomedizin von 1997 als auch das erste Zusatzprotokoll dazu an.
- Der Nationalrat stimmte dem Bundesgesetz zum Schutz vor Passivrauchen zu.
- Der Nationalrat sprach sich für eine Ablehnung ohne Gegenvorschlag der «Hanfinitiative» aus.
- Der Bundesrat beantragte die Ratifikation der UNESCO-Konvention gegen Doping.

Sozialversicherungen

- Der Ständerat verlangte eine Besserstellung der Witwer in der AHV.
- Das Volk stimmte der 5. IV-Revision zu.
- Der Bundesrat beantragte eine verwaltungsunabhängige Oberaufsicht über die Pensionskassen.
- Volk und Stände sprachen sich sehr deutlich gegen die von der Linken verlangte Einheitskrankenkasse aus.
- Das Parlament verabschiedete die Neuregelung der Spitalfinanzierung.
- Der Bundesrat gab einen Vorentwurf für die Teilrevision des Gesetzes über die Arbeitslosenversicherung in die Vernehmlassung.

Soziale Gruppen:

- Die SVP lancierte eine Volksinitiative für die automatische Ausweisung von kriminellen Ausländern.
- Die zuständigen Behörden zogen eine positive Bilanz der ersten Erfahrungen mit dem neuen teilrevidierten Asylgesetz.
- Bei den Nationalratswahlen konnten die Frauen ihren Anteil an den Gewählten auf fast 30 Prozent steigern.
- Ein parlamentarischer Vorstoss für einen bezahlten Vaterschaftsurlaub scheiterte im Ständerat.
- Das Parlament befasste sich ausgiebig mit dem «Thema Jugendgewalt».
- Der Bundesrat verabschiedete einen Bericht als Leitlinie für die Alterspolitik.
- Der Bundesrat kündigte einen Evaluationsbericht für die Behindertenpolitik an.

Bildung und Forschung:

- Das Parlament verabschiedete die Leitlinien, Ziele und Massnahmen zur Förderung von Bildung, Forschung und Innovation.
- Die kantonalen Erziehungsdirektoren haben dem Konkordat zur Harmonisierung der Volksschule (HarmoS) zugestimmt.

- Der Bundesrat wählte einen neuen ETH-Ratspräsidenten und einen neuen Präsidenten der ETH Zürich.
- Das Volkswirtschaftsdepartement bewilligte 64 Gesuche für Masterstudiengänge an den Fachhochschulen.
- Das Parlament verabschiedete das Bundesgesetz über die Erfindungspatente.

Kultur, Sprache, Kirchen:

- Der Bundesrat präsentierte seine Entwürfe zu einem neuen Kulturförderungsgesetz, zu einem revidierten Pro-Helvetia-Gesetz und zu einem Bundesgesetz über die Museen und Sammlungen des Bundes.
- Das Parlament stimmte einer Teilrevision des Urheberrechts im digitalen Bereich zu.
- Das Parlament verabschiedete ein neues Sprachengesetz.
- Mit Unterstützung der SVP und der EDU lancierten rechtsbürgerliche und evangelikale Kreise eine Volksinitiative «Gegen den Bau von Minaretten».

Medien:

- Die Räte hiessen in der Sommersession die Weiterführung der indirekten Presseförderung gut.
- Im April wurde das neue Radio- und Fernsehgesetz mit der dazugehörigen Verordnung in Kraft gesetzt.
- Die SRG erhielt eine neue Konzession für die Dauer von 10 Jahren.
- Der Bundesrat definierte die Versorgungsgebiete für regionale TV- und Radiosender und schuf damit die Grundlage für die Verteilung der Gebührengelder, die den privaten Veranstaltern zugute kommen.

AUTRE
DATE: 31.12.2007
HANS HIRTER

Qu'est-ce qui figurait à l'agenda politique suisse en 2007? Quelles étaient les affaires les plus importantes au Parlement? Et qu'est-ce qui a interpellé le public intéressé par la politique? Les événements les plus importants en 2007 sont résumés ci-dessous et ensuite listés par thème. Les liens vous mèneront directement à ces objets et événements clés de l'année en cours. Hier finden Sie die deutsche Version dieses Artikels.

La vie politique suisse en 2007 a été placée sous le signe du renouvellement du parlement national et du gouvernement lors des élections des mois d'octobre et de décembre. La composition du gouvernement a été l'un des thèmes centraux de la campagne pour **l'élection du parlement**. La responsabilité en incombe principalement à l'UDC, dont le conseiller fédéral Christoph Blocher a participé à la lutte électorale d'une façon inédite dans l'histoire suisse. Après que l'UDC s'est attirée une forte attention, y compris de l'étranger, durant l'été avec des affiches montrant des moutons blancs chassant à coups de pied un mouton noir hors de Suisse, la campagne a pris un tour nouveau quelques semaines avant l'échéance. Avec son slogan « Soutenez Blocher ! Votez UDC ! », l'UDC a fait de son leader le thème principal de sa propagande électorale. Les résultats de l'élection du parlement lui ont donné, du moins en partie, raison. Elle a conquis un électorat encore plus large et obtenu, avec 28.9 pourcent, le meilleur résultat depuis l'introduction du scrutin proportionnel pour les élections au Conseil national. À l'opposé du spectre politique, les Verts ont également compté parmi les vainqueurs, remportant pour la première fois des sièges au Conseil des Etats. Comme tant le PS que le PRD se sont retrouvés sur le banc des perdants, le rapport des forces entre la gauche et la droite n'en a été qu'à peine modifié.

L'élection d'extrême justesse du **conseiller fédéral Blocher** en 2003 alimentait les craintes de l'UDC à l'approche du renouvellement intégral du collège gouvernemental du 12 décembre. En janvier déjà, les délégués du parti avaient décidé que si un membre de l'UDC était élu à la place de Blocher, il serait exclu du parti. Suite aux élections d'octobre, il est apparu que les partis qui avaient élu Blocher à la place de la démocrate-chrétienne Metzler en 2003 (UDC, PRD, PL et des petits partis de droite) avaient perdu trois sièges, voyant la marge par rapport à la majorité absolue se réduire d'autant. La campagne électorale de l'UDC centrée sur Blocher et la recommandation de son groupe parlementaire de ne pas réélire les conseillers fédéraux PDC et PS sortants n'ont pas contribué à l'amélioration de ses chances d'élection. Le PDC et le PS ont fait savoir qu'ils éliraient quelqu'un de l'UDC, mais en aucun cas Blocher. Le nom de cette personne resta secret jusqu'à l'ouverture de la séance. Alors, pratiquement tous les élus du PS, des Verts et du PDC ont voté pour la conseillère d'Etat grisonne Eveline Widmer-Schlumpf, qui a été élue au deuxième tour avec 125 voix contre 115 au sortant Blocher, la majorité absolue étant à 122. Après un temps de réflexion, Widmer-Schlumpf a accepté son élection. Bien qu'elle ait déclaré l'avoir acceptée pour

conserver le siège gouvernemental UDC – qui sinon serait vraisemblablement allé au PDC –, le groupe UDC l’a exclue. Le conseiller fédéral UDC réélu Schmid a connu le même sort, au motif qu’il ne s’était pas montré solidaire avec Blocher en ne refusant pas son élection. Ainsi, pour la deuxième fois en quatre ans, un membre du gouvernement n’a pas été réélu et le premier parti du pays s’est retrouvé sans représentant légitime (i.e. reconnu comme tel par le parti) au Conseil fédéral.

A côté de ces élections spectaculaires, les autres sujets politiques ont été quelque peu relégués à l’arrière-plan, malgré leur importance. La **libre circulation des personnes** dans le cadre des relations bilatérales avec l’UE est restée l’un des thèmes les plus importants au niveau de la politique intérieure. Le délai transitoire de cinq ans, qui avait encore permis quelques restrictions relativement à l’immigration issue des quinze plus anciens pays de l’UE, s’est terminé au cours de l’année sous revue. Le Conseil fédéral a en outre défini le mandat quant aux négociations avec l’UE relatives à l’extension de la libre circulation des personnes aux deux nouveaux pays membres de l’UE, la Bulgarie et la Roumanie.

Les bons résultats économiques se sont poursuivis au cours de l’année 2007. A l’instar de l’année précédente, la **croissance économique** réelle a dépassé les 3 pourcent. L’excellente situation conjoncturelle a sensiblement influé sur l’emploi. Le taux de chômage a baissé jusqu’à la fin de l’année pour s’établir à 2.7 pourcent. Au cours du dernier trimestre toutefois, des annonces de pertes au niveau des grandes banques, parmi lesquelles l’UBS, ont fait resurgir certaines inquiétudes quant au fait que le boom économique mondial pourrait dépérir. Les appels de la gauche à plus de régulation et de contrôle étatique des marchés financiers n’ont cependant trouvé aucun écho. Considérés par beaucoup comme trop élevés, les salaires et indemnités perçus par les grands patrons et les membres de conseils d’administration de quelques entreprises privées, ont continué à occuper le devant de la scène médiatique et politique. Le Conseil fédéral a d’ailleurs demandé au parlement de travailler au renforcement du droit des actionnaires dans le cadre de la fixation de ces indemnités.

Grâce à d’excellentes recettes fiscales, les **finances** de la Confédération se sont présentées sous un bon jour. Les comptes de cette dernière ont clôturé avec un excédent de plus de CHF 4 milliards, soit bien au-delà des prévisions budgétaires. Le budget 2008 a également prévu des chiffres noirs. Malgré l’opposition de la gauche, qui a d’ailleurs lancé le référendum ultérieurement, le parlement a adopté des simplifications et des allègements fiscaux au niveau des impôts sur les entreprises. Le Tribunal fédéral a posé des limites plus strictes à la concurrence fiscale entre cantons, qui s’est accrue depuis quelques années. Il a jugé que les impôts dégressifs sur le revenu, tels qu’introduits par le canton d’Obwald, étaient anticonstitutionnels. Suite à quelques altercations entre représentants des cantons riches et ceux des cantons pauvres, le parlement a adopté les règles relatives au dimensionnement de la nouvelle péréquation financière.

Les chambres ont adopté la nouvelle loi sur le marché de l’électricité. Il est prévu que la **libéralisation du marché** s’effectue en deux étapes et ne concerne que les gros consommateurs dans une première phase. La gauche a renoncé, contrairement au premier projet qui a échoué en votation populaire, à lancer cette fois-ci le référendum. En ce qui concerne la Poste, le Conseil fédéral a présenté les nouvelles étapes prévues dans le cadre de la libéralisation du marché. Il vise également à plus de concurrence dans le domaine de l’immobilier. Le Conseil fédéral a d’ailleurs demandé au parlement d’abolir la loi qui limite l’acquisition de terrains et de la propriété à des personnes ayant leur domicile à l’étranger.

Dans le domaine de la **politique sociale**, le peuple a entériné par deux fois les décisions de la majorité bourgeoise au parlement malgré l’opposition de la gauche. Il a rejeté le remplacement des caisses-maladie privées par une assurance étatique unique et s’est prononcé en faveur de la 5ème révision de l’assurance-invalidité. Suite à de longs débats, le parlement a adopté la nouvelle réglementation du financement des hôpitaux.

Les directeurs cantonaux de l’éducation ont terminé leurs travaux sur la mise en œuvre du nouvel article constitutionnel sur la formation, qui demande une **harmonisation des systèmes de formation cantonaux**. Ils ont adopté en outre à l’unanimité un concordat nommée Harnos, qui consigne les principaux points de cette réforme, et notamment l’âge d’entrée à l’école et le système d’évaluation.

Problèmes politiques fondamentaux:

- La tenue de la Fête nationale sur le Grütli avec la Présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey a occupé les médias durant plusieurs mois.
- Le Conseil national a adopté à l'unanimité une participation de la Suisse à la prochaine Exposition universelle à Shanghai (Chine).
- Malgré l'opposition de la gauche et de la droite, les Lucernois ont adopté leur nouvelle Constitution cantonale.

Ordre juridique:

- Les Démocrates suisses ont lancé une initiative populaire en faveur de la suppression de la loi contre le racisme.
- Le parlement a décidé que le recensement de la population ne se ferait plus au moyen d'une enquête exhaustive par questionnaire, mais sur la base des données des registres publics.
- Le Conseil fédéral a proposé d'octroyer des moyens supplémentaires aux organes de protection de l'Etat pour leurs activités de collecte de renseignements.
- Le parlement s'est prononcé en défaveur de l'initiative populaire déposée par l'UDC concernant la procédure de naturalisation.
- Le canton de Neuchâtel a introduit le droit d'éligibilité des étrangers pour les mandats législatifs et exécutifs au niveau communal.
- A l'occasion d'une manifestation organisée par l'UDC en ville de Berne peu avant les élections fédérales, de violents heurts sont survenus entre la police et des contre-manifestants.
- Le parlement a approuvé l'unification des procédures pénales cantonales.
- Les chambres ont adopté le projet législatif de mise en oeuvre de l'initiative populaire « Internement à vie pour les délinquants sexuels ou violents jugés très dangereux et non amendables » approuvée par le peuple et les cantons en 2004.
- Le Conseil des Etats a soutenu le projet de nouvelle procédure civile unifiée proposé par le Conseil fédéral.

Institutions et droits populaires:

- L'Assemblée fédérale n'a pas confirmé le conseiller fédéral Christoph Blocher à son poste et a élu à sa place la conseillère d'Etat grisonne Eveline Widmer-Schlumpf.
- La vice-chancière sortante, Corina Casanova, a été élue pour succéder à la chancière fédérale démissionnaire Annemarie Huber-Hotz.
- Le Conseil fédéral a présenté au parlement ses propositions pour un réaménagement des règles relatives à la mise en place, l'élection et le travail des commissions extraparlimentaires.
- Le parlement a adopté les nouvelles dispositions plus strictes relatives à l'incompatibilité entre un mandat parlementaire et des activités au sein de la Confédération ou de ses institutions.
- La Commission de gestion du Conseil national a examiné les circonstances en rapport avec le retrait du Procureur général de la Confédération Valentin Roschacher en été 2006, et a émis des critiques à l'égard du comportement du ministre de la justice.
- La Commission des institutions politiques du Conseil national a rejeté les initiatives parlementaires de l'UDC relatives à un renforcement du droit de référendum.

Structures fédéralistes:

- Le parlement a fixé les règles relatives à la péréquation des ressources et à la compensation des charges dans le cadre de la RTP.
- La Landsgemeinde glaronaise a confirmé sa décision prise l'année passée de fusionner les 25 anciennes communes en trois.
- L'Assemblée interjurassienne a publié un rapport intermédiaire.

Elections:

- Avec un pourcentage de voix de 28.9 pourcent lors des élections au Conseil national, l'UDC a réussi le meilleur résultat électoral pour un parti depuis l'introduction du système proportionnel.
- Le PS a connu un déclin important et a dû céder 9 sièges au Conseil national.
- Avec 15.8 pourcent des voix, le PRD a atteint le plus mauvais résultat de son histoire et a perdu 5 sièges.
- Le PDC a pu se stabiliser et a gagné trois sièges.
- Les Verts ont atteint leur meilleur résultat jusqu'ici avec presque 10 pourcent des voix.
- Dans l'ensemble, le camp bourgeois s'est légèrement renforcé lors des élections au Conseil national.
- Au Conseil des Etats en revanche, la gauche a légèrement augmenté sa représentation.

- Pour la première fois, deux Verts et une Verte libérale sont entrés au Conseil des Etats.
- Si les Verts ont gagné des sièges lors des élections cantonales, le PRD et le PS ont dû céder des sièges de leur côté.

Politique étrangère:

- Le parlement a mis sous vote la révision de la loi sur l'aide aux victimes d'infractions.
- Les chambres ont renvoyé au Conseil fédéral l'arrêté fédéral relatif à la participation de la Suisse au programme MEDIA de l'UE pour les années 2007 à 2013.
- Les chambres ont adopté l'arrêté fédéral relatif à la contribution de la Suisse à l'atténuation des disparités économiques et sociales dans l'UE.
- La Suisse et l'UE ont ouvert des négociations en vue d'un accord sur le marché de l'électricité.
- Le parlement a approuvé le financement de la continuation de l'aide humanitaire internationale.
- Le commerce extérieur suisse a connu, à l'instar de l'année précédente, une année faste.

Armée:

- Le Conseil fédéral a proposé la prolongation de la participation de la Suisse à la KFOR.
- Les chambres ont adopté les deux projets concrétisant la réalisation de l'étape de développement 2008/2011 de l'armée suisse.
- Le parlement a rejeté l'initiative populaire « Contre le bruit des avions de combat à réaction dans les zones touristiques » sans contre-projet.
- Le programme d'armement 2007 a été adopté par les chambres.
- Le Conseil fédéral a bouclé la consultation sur la simplification de la procédure d'admission au service civil.
- Il a également lancé une procédure de consultation concernant une initiative parlementaire sur l'engagement de personnel de la protection civile non formé en cas de catastrophe ou d'urgence.

Politique économique:

- La conjoncture est demeurée très favorable durant l'année sous revue.
- Le Conseil fédéral a renoncé à réunir sous un même toit toutes les organisations chargées de la promotion de la Suisse à l'étranger.
- Le parlement a approuvé les propositions du gouvernement concernant la réalisation de la nouvelle politique régionale de la Confédération.
- Le Conseil fédéral a réaffirmé sa volonté d'inscrire dans la loi l'interdiction de l'importation parallèle de produits brevetés.
- Le Conseil fédéral a proposé de renforcer les droits des actionnaires, notamment en matière de fixation de la rémunération des cadres dirigeants.

Crédit et monnaie:

- La BNS a poursuivi sa politique monétaire relativement restrictive jusqu'en automne.
- Le parlement a adopté la nouvelle loi fédérale sur l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (LFINMA).
- Le géant bancaire UBS a été massivement frappé par la crise du marché hypothécaire américain.
- Le Conseil des Etats a accepté un durcissement des mesures légales à l'encontre du délit d'initié en bourse.

Agriculture:

- Les chambres ont adopté plusieurs projets de loi relatifs à l'évolution de la future politique agricole (PA 2011).
- Pour la première fois depuis 1993, le prix du lait a augmenté.
- Les chambres ont adopté, non sans quelques modifications, l'arrêté fédéral relatif à l'approbation de la Convention internationale révisée pour la protection des obtentions végétales et à la modification de la loi sur la protection des variétés.
- Deux projets concernant une éventuelle interdiction des chiens dangereux et les mesures à prendre à l'égard de leurs détenteurs ont été mis en consultation.
- Le Conseil national a décidé de ne pas entrer en matière sur le projet de révision de la loi fédérale sur les forêts et a rejeté l'initiative populaire intitulée « Sauvez la forêt suisse ».

Finances publiques:

- Le Tribunal fédéral a jugé que le modèle fiscal dégressif du canton d'Obwald était

anticonstitutionnel.

- Le parlement a débuté l'examen de la loi fédérale sur la simplification du rappel d'impôt en cas de succession et sur l'introduction de la dénonciation spontanée non punissable.
- Les chambres ont adopté la deuxième réforme de l'imposition des entreprises.
- Le Conseil fédéral a présenté son message relatif à la modification de la loi fédérale sur l'imposition du tabac.
- Les comptes de la Confédération pour l'année 2007 ont bouclé sur un excédent de CHF 4.1 milliards.
- Le budget 2008 adopté par le parlement prévoit un surplus de recettes de CHF 1122 millions.
- Dans le cadre de réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT), le parlement a examiné le message concernant la dotation de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation des cas de rigueur.

Energie:

- Le Conseil fédéral a adopté une stratégie énergétique à moyen et long terme.
- Le parlement a approuvé définitivement la libéralisation du marché électrique et adopté des mesures de promotion des énergies renouvelables.
- Pour la première fois depuis dix ans, la consommation d'électricité a baissé (de 0.6 %) en 2007.
- À partir du 1er janvier 2008, les centrales alimentées au gaz devront compenser intégralement leurs émissions de CO₂.
- Le parlement a décidé d'exclure le bioéthanol du monopole de la Régie fédérale des alcools pour en faciliter l'importation.

Transports et communications:

- Le Conseil des Etats a approuvé le report de la réduction du transit routier alpin et décidé de restreindre les compétences du Conseil fédéral concernant l'introduction d'une bourse du transit alpin.
- Suite au refus de 2005, le Conseil fédéral a présenté un nouveau message sur la réforme des chemins de fer 2.
- Swisscom a subi plusieurs condamnations pour abus de position dominante.
- Le Conseil fédéral a fixé la marche à suivre pour la libéralisation du marché postal.
- Le Conseil national est entré en matière sur le projet gouvernemental de financement spécial en faveur du trafic aérien.

Aménagement du territoire et logement:

- Alors que le Conseil fédéral a accepté l'initiative populaire visant à restreindre le droit de recours des organisations, le Conseil des Etats l'a refusée.
- Le parlement a approuvé la révision partielle de la loi sur l'aménagement du territoire: seules les installations de production de compost destiné à la production de biogaz seront autorisées en zone agricole.
- Le Conseil fédéral a présenté ses projets d'abrogation de la Lex Koller et de mesures d'accompagnement de celle-ci.
- Les Chambres se sont affrontées au sujet de l'introduction d'une épargne-logement fiscalement déductible.

Protection de l'environnement:

- En début d'année, les initiatives « Pour un climat sain » et « Pour des véhicules plus respectueux des personnes » ont été lancées.
- Les chambres ont adopté la révision de la loi sur l'imposition des huiles minérales : des déductions fiscales seront appliquées au gaz naturel, au gaz liquide et au biogaz.
- L'assainissement de la décharge de déchets dangereux de Kölliken (AG) a débuté en novembre.
- Le vignoble de Lavaux (VD) a été inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO.
- La Suisse a été frappée par de violentes intempéries au mois d'août.

Population et travail:

- La Suisse a enregistré sa plus forte croissance démographique depuis le début des années 1990.
- En comparaison internationale, la satisfaction des Suisses par rapport à leur situation professionnelle est supérieure à la moyenne.
- Le nombre de chômeurs a continué à baisser tout au long de l'année sous revue.
- Le Conseil national a rejeté une proposition visant à instituer un salaire minimum.
- Le syndicat Travailsuisse a lancé une initiative populaire visant à octroyer six semaines

de vacances à tous les actifs.

– Après la dénonciation de la convention collective nationale par les employeurs du secteur de la construction, des grèves ont été organisées dans plusieurs villes.

Santé, assistance sociale, sport:

– Le Conseil fédéral a chargé le DFI de présenter d'ici l'automne 2008 un avant-projet de loi pour renforcer les efforts en matière de prévention et de promotion de la santé.

– Le Conseil des Etats a chargé le Conseil fédéral de présenter un projet de réglementation dans le domaine de l'assistance au suicide.

– Le parlement a refusé l'initiative populaire « Oui aux médecines complémentaires ».

– Le parlement a accepté la Convention du Conseil de l'Europe sur les Droits de l'Homme et la biomédecine du 4 avril 1997, ainsi que le protocole additionnel afférent.

– Le Conseil national a approuvé la loi fédérale sur la protection contre la fumée passive.

– Le Conseil national s'est exprimé en faveur du rejet sans contre-projet de l'initiative populaire « Pour une politique raisonnable en matière de chanvre protégeant efficacement la jeunesse ».

– Le Conseil fédéral a proposé de ratifier la Convention de l'UNESCO contre le dopage.

Assurances sociales

– Le Conseil des Etats a réclamé des améliorations pour les veufs dans le cadre de l'AVS.

– Le peuple a accepté la 5ème révision de l'AI.

– Le Conseil fédéral a proposé une supervision indépendante des caisses de pension.

– Le peuple et les cantons se sont prononcés très clairement contre la proposition de caisse unique de la gauche.

– Le parlement a adopté la nouvelle législation relative au financement des hôpitaux.

– Le Conseil fédéral a mis en consultation un avant-projet de révision partielle de la loi sur l'assurance-chômage.

Groupes sociaux:

– L'UDC a lancé une initiative populaire pour le renvoi des étrangers criminels.

– Les autorités compétentes ont tiré un bilan positif des premiers résultats de la révision partielle de la loi sur l'asile.

– Lors des élections au Conseil national, la proportion de femmes élues a crû pour s'établir à près de 30 Prozent.

– Le Conseil des Etats a rejeté une motion du Conseil national pour un congé paternité payé.

– Le parlement s'est saisi de la thématique de la « violence juvénile ».

– Le Conseil fédéral a adopté un rapport sur les lignes directrices de la politique de la vieillesse.

– Le Conseil fédéral a annoncé un rapport d'évaluation sur la politique en matière des handicapés.

Enseignement et recherche:

– Le parlement a adopté les lignes directrices, les objectifs et les mesures d'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation.

– Les directeurs cantonaux de l'éducation ont approuvé le concordat sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire (HarmoS).

– Le Conseil fédéral a élu un nouveau président du conseil des EPF et un nouveau président de l'EPFZ.

– Le Département fédéral de l'économie a donné l'autorisation de démarrer 64 filières d'études master dans les hautes écoles spécialisées (HES).

– Le parlement a adopté la loi fédérale sur les brevets d'invention.

Culture, langues, églises:

– Le Conseil fédéral a présenté ses projets de nouvelle loi sur l'encouragement à la culture, de révision de la loi Pro Helvetia, et de loi sur les musées et les collections de la Confédération.

– Le parlement a adopté une révision partielle du droit d'auteur dans le domaine digital.

– Les chambres ont adopté une nouvelle loi sur les langues nationales.

– Avec le soutien de l'UDC et de l'UDF, des milieux proches de la droite bourgeoise et des églises libres ont lancé une initiative populaire « Contre la construction de minarets ».

Médias:

- Lors de la session d'été, les chambres se sont prononcées en faveur de la poursuite de l'encouragement indirect à la presse écrite.
- La nouvelle loi sur la radio et la télévision (et le règlement qui s'y rapporte) est entrée en vigueur au mois d'avril.
- La SSR a obtenu une nouvelle concession pour une durée de dix ans.
- Le Conseil fédéral a défini les zones géographiques desservies pour les émetteurs radio et TV, et créé les bases pour la répartition des redevances dont les chaînes privées bénéficient.

Identité nationale

AUTRE
DATE: 11.08.2012
MARC BÜHLMANN

Mitte August wurde in Villmergen (AG) mit einem Freilichttheater und einem Festakt das 300-Jahr-**Gedenken an den Zweiten Villmergerkrieg** abgehalten. Bei der Schlacht von Villmergen schlugen die protestantischen Berner die katholischen Innerschweizer Truppen vernichtend. Die Folgen waren nicht nur territoriale Veränderungen, sondern auch die Schaffung eines paritätischen Schiedsgerichts für konfessionelle Streitfragen. Festrednerin Bundesrätin Leuthard betonte, dass der in Aarau unterzeichnete vierte Landfrieden vom 11. August 1712 ein Grundstein für die Schweizer Kultur des Dialogs sei, und aufgezeigt habe, dass Mehrheitsentscheide minderheitsfähig sein müssten.¹

Climat national

AUTRE
DATE: 03.01.2017
KAREL ZIEHLI

Dans son discours pour l'année 2017, la présidente de la Confédération **Doris Leuthard appelle à plus de solidarité et de cohésion en Suisse**. La conseillère fédérale se montre optimiste pour l'avenir de la Suisse et rappelle que des décisions importantes touchant les générations à venir ont été prises, comme la stratégie énergétique 2050, le tunnel du Gothard ou encore le frein à l'endettement. Dans son discours, Doris Leuthard tient également à préciser que la Suisse est un pays stable malgré une situation à l'internationale des plus précaires. Mais pour conserver cette stabilité, la cohésion interne est d'autant plus nécessaire. Finalement, elle souhaite à toutes les personnes éloignées de leur foyer et à toutes personnes subissant violences et attentats que l'année 2017 leur apportera calme et paix et ainsi un peu de normalité dans leur vie.²

Institutions et droits populaires

Conseil fédéral

AUTRE
DATE: 18.06.2015
MARC BÜHLMANN

Nicht nur Wirtschaftskader geraten ob ihrer Entlohnung in die Medien, sondern in schöner Regelmässigkeit auch immer wieder die Bundesrätinnen und Bundesräte. Laut der Bundesinformationsseite ch.ch verdiente ein Mitglied der Landesregierung im Jahr 2015 rund CHF 445'000 zuzüglich etwa CHF 30'000 Spesenentschädigung. Das Präsidialamt wird mit zusätzlichen CHF 12'000 pro Jahr entschädigt. Zu diskutieren gaben allerdings nicht die im Vergleich zur Privatwirtschaft eher geringen Saläre der aktiven Bundesrätinnen und Bundesräte als vielmehr die **Ruhegehälter der ehemaligen Magistratinnen und Magistrate**. Diese erhalten in der Regel die Hälfte des Lohnes, den sie während ihrer Amtszeit bezogen hatten. Voraussetzung ist allerdings, dass die Amtszeit mindestens vier Jahre betragen hat. War dies nicht der Fall oder ist ein ehemaliges Regierungsmitglied weiterhin arbeitstätig, wird das Ruhegehalt gekürzt - insbesondere dürfen das Einkommen aus Erwerbstätigkeit und die Pension zusammen den Lohn während der Amtszeit nicht übersteigen. Auch die Witwen ehemaliger Bundesräte erhalten eine Entschädigung, die in etwa ein Viertel des Lohnes des Verstorbenen ausmacht. Diese seit 1919 geltende Regel war nach der Nicht-Bestätigung von Ruth Metzler in Anbetracht des jungen Alters der CVP-Magistratin virulent diskutiert worden. Auch Parlamentarier stiessen sich damals am Umstand, dass die junge Ex-Magistratin während langer Zeit ein Ruhegehalt beziehen würde. Metzler gab damals ihren Verzicht auf die Rente bekannt. Mediale und parlamentarische Auseinandersetzungen zum Thema Ruhegehalt löste auch die Bekanntgabe von alt-Bundesrat Moritz Leuenberger aus, dass dieser bei der Implenia ein Verwaltungsratsmandat übernommen hatte. 2015 störte sich der Blick am Umstand, dass Alt-Bundesrat Kaspar Villiger trotz eines mehrere Millionen umfassenden Vermögens das volle Ruhestandsgehalt erhielt. Die Weltwoche berichtete über den Versuch der Bundeskanzlerin Corina Casanova, Licht ins Dunkel der Ruhegehälter zu bringen. Wer genau wie viel Ruhegehalt bezieht, ist nämlich ein gut gehütetes Geheimnis und es werden lediglich die Gesamtsumme und die Anzahl Renten öffentlich

gemacht – laut Weltwoche bezogen 2014 fünfzehn ehemalige Bundesräte, drei ehemalige Bundeskanzler sowie vier Witwen insgesamt CHF 4,4 Mio. Ruhegehalt. Unklar bleibt somit zum Beispiel, ob Ruth Metzler, Joseph Deiss oder Christoph Blocher nach wie vor auf ihre Rente verzichten, wie sie dies in der Presse verlauten liessen. Laut Weltwoche prallte die Bundeskanzlerin mit ihrem Begehren, das sie mit immer zahlreicher werdenden Anfragen seitens der Medien begründete, an einer Mauer des Schweigens ab: Die angefragten ehemaligen Mandatsträgerinnen und Mandatsträger möchten Anonymität in Sachen Ruhegelder bewahren – so das Fazit des Wochenblattes.³

AUTRE
DATE: 24.11.2015
MARC BÜHLMANN

Die Idee der Kollegialregierung sieht vor, dass das Präsidium und das Vizepräsidium jahresweise rotieren. Dies hat unter anderem zur Folge, dass Bundesratsmitglieder, die in einem entsprechenden Jahr weder Präsident noch Vizepräsidentin sind, bei internationalen Verhandlungen und Konferenzen ohne protokollarischen Titel auftreten. Dies hat den Nachteil, dass man auf den Rednerlisten ziemlich weit hinten platziert wird. Regierungsmitglieder, die die Schweiz im Ausland vertreten, waren deshalb ab und zu mit dem Titel eines Vizepräsidenten aufgetreten – so etwa Doris Leuthard beim Klimagipfel in New York. Diese Praxis, die keine gesetzliche Änderung benötigt, stiess der Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates (GPK-NR) allerdings sauer auf. Sie wandte sich in einer Medienmitteilung dezidiert dagegen: Es gebe nur ein Präsidium und nur ein und nicht **sechs Vizepräsidien** und die Regierung habe sich auch im Ausland daran zu halten.⁴

AUTRE
DATE: 12.04.2018
MARC BÜHLMANN

Seit einigen Jahren veröffentlicht das Verteidigungsdepartement (VBS) die Zahlen zu den **Flugreisen der Bundesrätinnen und Bundesräte**. Gemäss den in den Medien präsentierten Zahlen für das Jahr 2017 waren die amtierenden Magistratinnen und Magistraten gesamthaft 623 Stunden in der Luft. Wie schon in den Jahren zuvor nutzte Johann Schneider-Ammann den Lufttransportdienst des Bundes 2017 am häufigsten. Zwar gingen seine Flugstunden von 226 auf 190 zurück – wohl auch, weil er 2017 nicht mehr Bundespräsident war und deshalb die repräsentativen Auslandsbesuche zurückgegangen waren. Die 190 Stunden waren aber immer noch bedeutend mehr als die 118 Stunden der amtierenden Bundespräsidentin Doris Leuthard, die die Flugzeugflotte des Bundes am zweithäufigsten in Anspruch nahm. Am Ende der Rangliste findet sich Ueli Maurer, der im Untersuchungszeitraum total 37 Stunden in der Luft war.

Ende Jahr analysierte die Sonntagszeitung alle seit 2015 veröffentlichten Zahlen und berechnete auf Basis einer Zusammenstellung der Departemente zusätzlich die Flugkosten, die nicht durch den Lufttransportdienst, sondern durch die Nutzung von Linienflügen angefallen waren. Hier zeigte sich ein ganz ähnliches Bild wie bei den oben diskutierten Flugstunden. Die 14 Linienflüge von Doris Leuthard schlugen mit CHF 146'833 zu Buche, was allerdings billiger sei, als die Inanspruchnahme der Bundesflotte – so der Sprecher des UVEK, Dominique Bugnon. Johann Schneider-Ammann, der auch im längeren Untersuchungszeitraum mit Abstand am häufigsten den Lufttransportdienst nutzte – er sass in den drei Untersuchungsjahren mehr als 558 Stunden in Flugzeugen oder Helikoptern und somit mehr als fünfmal so lange wie der Wenigflieger Ueli Maurer, der total auf etwas mehr als 107 Stunden kam – fand sich hinsichtlich der Kosten für seine neun Linienflüge auf Rang 2 (CHF 130'714). Auch Ueli Maurer sass zehnmal in Langstreckenflugzeugen, bezahlte dafür aber wesentlich weniger als Schneider-Ammann und Leuthard, nämlich CHF 82'009, weil der Finanzminister gemäss seines EFD-Kommunikationschefs Peter Minder nicht First Class, sondern konsequent Businessklasse fliege. Die acht Linienflüge, die Alain Berset zwischen 2015 und 2018 gebucht hatte, kosteten CHF 65'478. Ignazio Cassis (3 Linienflüge; CHF 22'280) und Guy Parmelin (4 Linienflüge; CHF 18'557) verursachten in ihrer die Untersuchungszeitspanne nicht ganz abdeckenden, kürzeren Amtszeit zwischen Januar 2015 und Ende 2018 etwa gleich hohe Kosten wie Simonetta Sommaruga (4 Linienflüge; CHF 19'017).⁵

AUTRE
DATE: 06.07.2018
MARC BÜHLMANN

Bundesrätinnen und Bundesräte müssen mobil sein. Seien es die Flugreisen oder eben die **Dienstwagen der Regierung**, die Medien scheinen sich für die Art der Fortbewegung der Magistratspersonen zu interessieren. Dies dürfte freilich auch damit zu tun haben, dass die Bundeskanzlei entsprechende Angaben, die ja durchaus auch politische Haltungen repräsentieren können und einen Blick auf das Funktionieren der politischen Schweiz erlauben, zur Verfügung stellt. Ein Regierungsmitglied hat Anrecht auf einen Repräsentationswagen und einen persönlichen Dienstwagen. Während sich alle ausser

Doris Leuthard in einem Mercedes als Repräsentationsauto chauffieren liessen – die Verkehrsministerin setzte auf einen Tesla –, unterschieden sich die persönlichen Dienstwagen stärker. Ueli Maurer setzte auch beim Dienstwagen auf einen Mercedes, Doris Leuthard war mit einem BMW Cabrio unterwegs, Alain Berset mit einem VW Sharan und Simonetta Sommaruga, die lange Zeit auf einen Dienstwagen verzichtet und das Sharing-Angebot Mobility genutzt hatte, hatte sich einen Mini Cooper angeschafft. Ignazio Cassis und Johann Schneider-Ammann waren mit ihren privat bezahlten Fahrzeugen unterwegs, konnten aber für Dienstreisen dem Bund 80 Rappen pro Kilometer berechnen. Als «speziell» bezeichnete die Sonntagszeitung den Fall von Guy Parmelin: Er habe dem Bund seinen eigenen Mazda für CHF 20'000 verkauft und fahre diesen nun als Dienstwagen. Der Grund für die Finanzierung der Mobilität durch den Bund ist die Sicherheit. Wartung und Unterhalt würden vom Bund wahrgenommen, weil Bundesräte rund um die Uhr Bundesräte seien – so Ursula Eggenberger von der Bundeskanzlei. Die Dienstautos dürfen auch privat und von den Ehepartnern benutzt werden. In diesem Fall werden den Magistratinnen und Magistraten 0.8 Prozent des Neupreises pro Monat verrechnet. Frühestens nach vier Jahren kann ein neuer Dienstwagen beschafft werden.⁶

Politique gouvernementale

AUTRE
DATE: 31.12.2015
MARC BÜHLMANN

Verschiedene Studien zeigten auf, dass das Vertrauen in den Bundesrat 2014/2015 neue Höchstwerte erreichte. Eine Auswertung aller VOX-Analysen, also der Nachbefragungen nach Abstimmungen, zeigte für 2014 den höchsten Wert seit 15 Jahren. Im Schnitt vertrauten laut GfS 61% der Befragten der Landesregierung, was auch auf die ausserordentliche Stabilität und Kollegialität des Gremiums zurückgeführt wurde. So liess sich aus der Auswertung etwa auch lesen, dass zwischen 2003 und 2007 das Vertrauen eher gering war. Verletzungen des Kollegialitätsprinzips und Reibereien im Kollegium zur Zeit von Christoph Blocher im Bundesrat seien mitursächlich dafür gewesen, so der Studienleiter Claude Longchamp. Le Temps schrieb über diese Zeit von einer „Cohésion perdu“.

Auch die jährliche ETH-Befragung zeigte neue Höchstwerte im Vertrauen in die Regierung, was den Blick zur Aussage verleitete, wir hätten die „**beste Regierung aller Zeiten**“. Dass die Regierung „das Volk spüre“ zeige auch der Umstand, dass die meisten Abstimmungen im Sinne der Regierung ausfielen – so die Boulevardzeitung weiter. Kritik erhielt der Bundesrat allerdings von der NZZ: Das geeinte Auftreten vermöge das Fehlen einer strategischen Voraussicht nur bedingt zu kaschieren. Diskutiert wurde, ob die Kollegialität mit der Wahl eines zweiten SVP-Bundesrates, Guy Parmelin Ende 2015, anhalten werde. Während auf der einen Seite eine grössere Anpassung und Druck auf Didier Burkhalter, der jetzt zwischen den Fronten stehe, vermutet wurden, gab Doris Leuthard zu Protokoll, dass es weiterhin sehr kollegial zu und her gehe.⁷

AUTRE
DATE: 31.12.2017
MARC BÜHLMANN

Auch 2017 trafen sich die Präsidentinnen und Präsidenten der Bundesratsparteien und deren Fraktionen viermal im Rahmen der **von-Wattenwyl-Gespräche** mit den Bundesrätinnen und Bundesräten, um strategische Gespräche zu führen.

Die Einschätzung der aktuellen aussen- und sicherheitspolitischen Lage war Hauptdiskussionspunkt Anfang Februar. Übereinstimmung bestand bei allen Akteurinnen und Akteuren darin, dass die Schweiz ihre Interessen auch zu Zeiten von Cyberkriminalität, Terrorismus und Falschinformationen wahren müsse. Über die Bedeutung der anstehenden Abstimmung zur Unternehmenssteuerreform III herrschte jedoch keine Einigkeit.

Mitte Mai stand der Brexit im Fokus der Gespräche, wobei auch die Fortschritte beim Rahmenabkommen mit der EU diskutiert wurden. Hierbei betonten die Parteien, dass nicht nur die Aussen-, sondern auch die Innenpolitik beachtet werden müsse.

Die Gesundheits- und erneut die Europapolitik waren die Traktanden für die Gespräche Anfang September. Ein gut zugängliches und tragbares Gesundheitswesen stelle innerhalb der Legislaturziele 2015–2019 ein Hauptziel des Bundesrates dar, wie dies in der Strategie Gesundheit 2020 dargelegt werde. Betreffend Informationen zu den Verhandlungen mit der EU über die institutionellen Fragen vertröstete der Bundesrat die Parteien auf den Herbst; geplant sei aber ein Treffen von Doris Leuthard mit EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker.

Nicht wie im Vorjahr festgelegt an der dritten Sitzung, dafür bei den Gesprächen Mitte November, die als Klausur organisiert wurden, nahm der Bundesrat in corpore teil. Hauptgegenstand war freilich, wie im Vorjahr vereinbart, die Präsentation der Jahresziele 2018. Darüber hinaus äusserte die Regierung ihre Sorge zur Gewaltenteilung

zwischen Exekutive und Legislative, die sie momentan durch das diskutierte Verordnungsveto in Gefahr sehe. Bezüglich der EU erklärte Neo-Aussenminister Ignazio Cassis, dass man im Rahmen eines weiteren Treffens mit Juncker im November die nächsten Schritte in den verschiedenen Bereichen der Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und der EU definieren wolle.⁸

AUTRE
DATE: 14.11.2018
MARC BÜHLMANN

Auch **2018** trafen sich die Partei- und Fraktionsspitzen der Regierungsparteien mit Vertretungen der Landesregierung zu den **Von-Wattenwyl-Gesprächen**. Die Gespräche finden seit Jahren jeweils vor den Parlamentsessionen statt und sollen informelle Diskussionen zu wichtigen aktuellen politischen Themen erlauben.

Anfang Februar tauschten sich die Präsidien der Regierungsparteien mit dem Bundespräsidenten Alain Berset, mit Bundesrätin Doris Leuthard und Bundesrat Ignazio Cassis sowie Bundeskanzler Walter Thurnherr über den Strommarkt und die Europapolitik aus. Im Zentrum der Diskussion standen dabei die im Rahmen der Revision des Stromversorgungsgesetzes anvisierte Planung der Versorgungssicherheit mit Strom sowie die geplanten Schritte zu den Beziehungen mit der EU. Intensive Debatten habe es zur Frage der dynamischen Rechtsübernahme bei einem allfälligen Rahmenabkommen gegeben, liess sich der Medienmitteilung entnehmen.

Bei den Gesprächen vor der Frühlingsession wurde der Bundespräsident von Bundesrat Ueli Maurer und erneut vom Bundeskanzler begleitet. Thema war die Nationale Strategie zum Schutz der Schweiz vor Cyber-Risiken (NCS), deren Verantwortung beim EFD lag. Die Gesprächsteilnehmenden waren sich einig, dass es hier Zusammenarbeit zwischen allen Departementen und in den Bereichen Cyber-Sicherheit, Cyber-Strafverfolgung und Cyber-Defense brauche. Erneut wurde zudem über die Beziehungen zur EU diskutiert. Die Regierung präsentierte die umstrittene Schiedsgerichtslösung zur Streitbeilegung und bekräftigte ihren Willen, die flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit aufrecht erhalten zu wollen. Der Bundesrat informierte zudem über den Stand der Agrarpolitik 2022 (AP22+). Der dafür verantwortliche Bundesrat, Johann Schneider-Ammann war nicht anwesend, weil er auf einer Reise in die Mercosur-Staaten war.

Ende August fanden die Gespräche – wie einmal pro Jahr üblich – in Form einer Klausur statt. Der Bundesrat trat in corpore an und die einzelnen Magistratinnen und Magistraten stellten die Schwerpunkte ihrer Departemente und die Jahresziele 2019 vor. Auch in Klausur waren die Verhandlungen über ein institutionelles Abkommen mit der EU wichtiges Diskussionsthema.

Dies galt auch für die Gespräche vom 9. November. Erneut war deshalb neben Bundespräsident Alain Berset und Bundeskanzler Walter Thurnherr auch Aussenminister Ignazio Cassis anwesend, begleitet von Johann Schneider-Ammann, der über die Herausforderungen der Aussenhandelspolitik etwa auch aufgrund der Neuorientierung der Handelspolitik der USA berichtete. Beim Rahmenabkommen betonten alle Parteien, dass die roten Linien eingehalten werden müssten. Auch der Migrationspakt war Gegenstand der Gespräche.

Ende September 2018 hatte Nationalrätin Sibel Arslan (basta, BS) eine Interpellation eingereicht (Ip. 18.3953), mit der sie anfragte, weshalb die Nicht-Regierungsparteien (GP, GLP, BDP), die immerhin rund 16 Prozent der Wählerinnen und Wähler vertreten, nicht zu den Gesprächen eingeladen werden. Der Bundesrat schaffe hier eine Zweiklassengesellschaft und überdies hätten die Gespräche keine rechtliche Grundlage. In seiner Antwort – kurz nach den letzten von-Wattenwyl-Gesprächen vom 9. November – machte der Bundesrat deutlich, dass für ihn der Austausch mit allen Parteien von Bedeutung sei, dass es aber für die Regierungsparteien und ihre Bundesrätinnen und Bundesräte die Möglichkeit für einen vertieften Dialog geben müsse, um politische Spielräume ausloten zu können. Die nicht an den Gesprächen beteiligten Fraktionen werden nachträglich mit den Unterlagen für die Gespräche bedient.⁹

Politique étrangère

Politique étrangère

AUTRE
DATE: 05.09.2015
CAROLINE HULLIGER

Trois mois avant la COP 21, la 21ème conférence des parties (Conference of the Parties) à la Convention Cadre de l'ONU sur les changements climatiques, la conseillère fédérale Doris Leuthard s'est rendue à Paris pour participer à deux **réunions ministérielles sur le climat**. Lors de la première rencontre, organisée par la Suisse et les Etats-Unis, des représentants des 19 pays finançant la politique climatique internationale ont discuté des règles et des modalités concernant l'aide aux pays en développement dans le domaine du climat. La seconde rencontre, organisée par le gouvernement français, a servi de préparation à la COP 21.¹⁰

Relations avec des organisations internationales

AUTRE
DATE: 21.11.2014
CAROLINE HULLIGER

Le 21 novembre, la conseillère fédérale Doris Leuthard s'est rendue à Turin pour participer à la **Conférence alpine** avec les autres ministres de l'environnement des États signataires. Les sujets principaux ont été le changement climatique et les résultats de la Plateforme Énergie instaurée en 2012.¹¹

Relations avec d'autres Etats

AUTRE
DATE: 01.01.2013
EMILIA PASQUIER

Doris Leuthard, cheffe du Département fédéral de l'environnement, transports, de l'énergie et de la communication, s'est rendue au Danemark en début d'année, afin de discuter des dossiers de politique énergétique et de politique des transports avec le gouvernement danois. Ensuite, elle a représenté la Suisse à Nairobi lors d'une conférence visant à discuter les stratégies possibles pour la mise en œuvre des décisions prises à la Conférence sur le développement Rio+20. Elle a ensuite participé au forum pentalatéral de l'énergie à Luxembourg au côté de l'Allemagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg et l'Autriche. Bruxelles a ensuite accueilli la ministre pour un entretien avec le commissaire européen à l'énergie. Cette rencontre a permis à Doris Leuthard d'aborder les négociations de l'accord sur l'électricité entre la Suisse et l'UE. En octobre, la ministre argovienne s'est rendu au pays du soleil levant. A Tokyo, elle a notamment signé la Convention sur le mercure qui vise à réduire la production et les utilisations du mercure dans l'industrie.

AUTRE
DATE: 20.01.2014
CAROLINE HULLIGER

Au milieu du mois de janvier, le président de la Confédération Didier Burkhalter a reçu son homologue coréenne Park Geun-Hye à Berne. Il s'agissait de la **première visite d'un chef d'Etat sud-coréen en Suisse** depuis 1963, date à laquelle les relations diplomatiques entre Berne et Séoul avaient été établies. La conseillère fédérale Doris Leuthard, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann et le conseiller fédéral Alain Berset ont également pris part aux discussions officielles qui étaient axées sur le développement des relations bilatérales entre les deux pays. Cette visite d'État a également servi au conseiller fédéral Alain Berset pour signer une convention de sécurité sociale avec le ministre coréen des affaires étrangères afin de faciliter les échanges économiques entre les deux pays.¹²

AUTRE
DATE: 18.02.2014
CAROLINE HULLIGER

Le 21 février, la conseillère fédérale **Doris Leuthard** a rencontré à **Berlin** le vice-chancelier Sigmar Gabriel, chef du Ministère fédéral de l'économie et de l'énergie, ainsi que le ministre allemand des transports Alexander Dobrindt. La politique énergétique, les questions ferroviaires et l'accord entre la Suisse et l'Allemagne sur le trafic aérien ont été discutés.¹³

AUTRE
DATE: 14.03.2014
CAROLINE HULLIGER

Le 14 mars, la conseillère fédérale **Doris Leuthard s'est rendue au Liechtenstein** où elle s'est entretenue à Vaduz avec le prince héritier Alois de Liechtenstein et Adrian Hasler, le chef du gouvernement de la Principauté de Liechtenstein. Elle a également rencontré des ministres avec lesquels elle s'est entretenue sur les politiques de l'énergie, des transports et de l'environnement.¹⁴

AUTRE
DATE: 19.03.2014
CAROLINE HULLIGER

En **visite de travail à Paris** le 19 mars, la conseillère fédérale Doris Leuthard a signé avec son homologue français Frédéric Cuvillier la convention bilatérale relative à la ligne ferroviaire entre la gare des Eaux-Vives à Genève et celle d'Annemasse dans le cadre du projet CEVA. La convention entrera en vigueur après avoir été ratifiée par les Chambres fédérales.¹⁵

AUTRE
DATE: 08.04.2014
CAROLINE HULLIGER

Début avril, la conseillère fédérale **Doris Leuthard s'est rendue à Riyad** où elle a abordé avec plusieurs ministres du gouvernement saoudien la coopération dans les domaines de l'énergie, de l'eau et des transports entre les deux pays.¹⁶

AUTRE
DATE: 27.05.2014
CAROLINE HULLIGER

La Suisse et la Chine ont signé un **accord visant à renforcer la collaboration sino-suisse dans le domaine de l'eau**. La conseillère fédérale Doris Leuthard et le vice-ministre chinois des ressources en eau, M. Hu Siyi se sont rencontrés à Crans-Montana. Ils ont tous deux souligné l'importance de cette coopération afin de garantir l'échange des informations, notamment en matière de propreté de l'eau et de gestion durable de cette ressource.¹⁷

AUTRE
DATE: 27.05.2014
CAROLINE HULLIGER

Fin mai à Berne, la conseillère fédérale Doris Leuthard a signé avec le ministre de l'énergie des Émirats arabes unis Suhail Al Mazrouei une **déclaration d'intention** (Memorandum of Understanding) **destinée à renforcer la coopération de la Suisse avec les Émirats arabes unis** dans le domaine de l'énergie.¹⁸

AUTRE
DATE: 02.07.2014
CAROLINE HULLIGER

Début juillet, la conseillère fédérale Doris Leuthard a effectué une **visite de travail à Singapour et en Corée du Sud**. Dans les deux pays, les entretiens que la cheffe du DETEC a mené avec des représentants du gouvernement et des scientifiques ont porté sur la politique énergétique et climatique ainsi que sur les technologies de l'information et de la communication.¹⁹

AUTRE
DATE: 07.07.2014
CAROLINE HULLIGER

Du 7 au 11 juillet, la conseillère fédérale Doris Leuthard était en **visite aux États-Unis** où elle a mené plusieurs entretiens de travail portant sur des questions de politique climatique et énergétique à Washington et à Boston. C'est dans cette ville qu'elle a inauguré l'exposition « Watt d'Or – Swiss Energy Excellence » dans le cadre des Swiss-US Energy Innovation Days.²⁰

AUTRE
DATE: 24.09.2014
CAROLINE HULLIGER

Le 24 septembre 2014, la conseillère fédérale **Doris Leuthard s'est rendue à Rome** pour une visite de travail. Elle y a rencontré Federica Guidi, la ministre du développement économique chargée de la politique énergétique et des questions de communication, et Graziano Delrio, le ministre des infrastructures et des transports. Les entretiens ont porté sur la politique énergétique des deux pays ainsi que sur leur politique en matière de transport.²¹

AUTRE
DATE: 23.10.2014
CAROLINE HULLIGER

Le 23 octobre, la conseillère fédérale **Doris Leuthard s'est rendue à Londres** où elle a rencontré Edward Davey, le ministre britannique de l'énergie et du changement climatique. Il a été question des stratégies énergétiques de la Suisse et du Royaume-Uni et de l'accord prévu sur la protection du climat applicable à l'échelle mondiale.²²

AUTRE
DATE: 30.10.2014
CAROLINE HULLIGER

Fin octobre, la conseillère fédérale **Doris Leuthard s'est rendue à Oslo** pour une visite de travail. Elle y a rencontré Tord Lien, le ministre en charge du pétrole et de l'énergie, Ketil Solvik-Olsen, le ministre des transports et de la communication et Tine Sundtoft, la ministre en charge du climat et de l'environnement. Les discussions ont principalement tourné autour de la politique énergétique des deux pays, de l'ouverture du marché de l'électricité et de la politique du transport.²³

AUTRE
DATE: 12.04.2015
CAROLINE HULLIGER

Doris Leuthard a accueilli à Berne **la ministre bulgare de l'environnement**, Ivelina Vassileva, avec laquelle elle a abordé des sujets environnementaux. Madame Vassileva s'est également rendue au bord du lac de Neuchâtel où elle a visité la réserve de la Grande Cariçaie.²⁴

AUTRE
DATE: 17.05.2015
CAROLINE HULLIGER

La conseillère fédérale Doris Leuthard a participé du 17 au 19 mai au « **Petersberger Dialog** » à Berlin. Cette rencontre informelle sur le climat, organisée par le gouvernement allemand, a réuni près de 35 ministres et a servi de préparation à la Conférence sur le climat de Paris (COP 21).²⁵

Infrastructure et environnement

Energie

Réseau et distribution

AUTRE
DATE: 10.01.2014
NIKLAUS BIERI

Im Januar 2014 liess Bundesrätin Leuthard verlauten, ein **bilaterales Stromabkommen mit der EU** solle noch in diesem Jahr unterzeichnet werden. Die Umstände seien günstig, die verbliebenen Differenzen klein und da sich der Europäische Energiebinnenmarkt per Anfang 2015 konstituiere, wäre es wichtig, dass sich die Schweiz zu diesem Zeitpunkt bereits mittels Abkommen den Zugang zu diesem Markt gesichert hätte. Ein wichtiger Punkt in den Verhandlungen um ein Stromabkommen zwischen der EU und der Schweiz ist die vollständige Marktöffnung, die in der Schweiz noch nicht vollzogen, aber im Stromversorgungsgesetz bereits angelegt ist. Die Hoffnungen auf einen baldigen Abschluss des Abkommens zerschlugen sich, als die EU-Kommission zwei Tage nach dem Ja des Stimmvolkes zur Masseneinwanderungsinitiative ein Treffen absagte und verlauten liess, das Stromabkommen komme erst wieder auf die Traktandenliste, wenn Klarheit bestehe über die weitere Zusammenarbeit zwischen der Schweiz und der EU.²⁶

Energie nucléaire

AUTRE
DATE: 14.03.2011
LAURENT BERNHARD

Le 14 mars, seulement trois jours après la catastrophe nucléaire de Fukushima, la Conseillère fédérale Doris Leuthard a ordonné, en tant que cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) la **suspension des dossiers de construction de nouvelles centrales nucléaires**. Cette décision est intervenue à l'issue d'une réunion avec des représentants de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) et de l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN).²⁷

Transports et communications

Trafic routier

AUTRE
DATE: 18.12.2018
NIKLAUS BIERI

Ende Dezember 2018 unterzeichneten Bundesrätin Leuthard und Vertreterinnen und Vertreter der Auto-, Elektrizitäts- und Immobilienbranche, der Verkehrsverbände und von Bund, Kantonen und Gemeinden die «**Roadmap Elektromobilität 2022**». Diese zielt auf eine Erhöhung des Anteils der Elektrofahrzeuge an den Neuzulassungen von Personewagen auf 15 Prozent bis 2022. Die Roadmap enthält dazu konkrete Massnahmen in den Bereichen Marktentwicklung, Ladeinfrastruktur und Rahmenbedingungen, etwa die Schaffung von Lademöglichkeiten in Gebäuden, den Aufbau eines nationalen Schnellladenetzes und die gezielte Ausbildung von Fachpersonal. Die Roadmap steht gemäss Wortlaut weiteren Akteuren offen und weitere Massnahmen könnten jederzeit integriert werden. Die Öffentlichkeit solle regelmässig über den Stand der Umsetzung informiert werden.²⁸

Chemin de fer

AUTRE
DATE: 17.06.2014
NIKLAUS BIERI

Im Januar 2014 richtete die Neat-Aufsichtskommission ihren Bericht über die **Oberaufsicht über den Bau der NEAT** im Jahre 2013 an das Parlament, welches diesen in der Sommersession 2014 behandelte. Die Aufsichtskommission hielt fest, dass sowohl finanzielle wie auch zeitliche Risiken gesenkt werden konnten. Der Gesamtkredit konnte um CHF 185 Mio. reduziert werden, womit die Endkosten bei CHF 18.5 Mia. liegen sollen. Weiterhin wird die Inbetriebnahme des Gotthard-Basistunnels per 31.12.2016 erwartet. Die Situation beim Ceneritunnel ist weniger klar. Das Bundesverwaltungsgericht hat die Vergabe der Bahntechnik durch die Alptransit Gotthard AG aufgehoben, so dass die Inbetriebnahme des Ceneritunnels (geplant für Dez. 2019) sich möglicherweise verzögert. Unklar sei die Situation der Zubringerstrecken in Deutschland und Italien. Während in Deutschland viele Einsprachen und Forderungen nach Lärmschutzmassnahmen offen sind, stimme die Zusammenarbeit mit Italien eher zuversichtlich. Bundesrätin Leuthard bedankte sich bei der Aufsichtskommission für deren Arbeit. Beide Kammern nahmen vom Bericht Kenntnis.²⁹

AUTRE
DATE: 01.06.2016
NIKLAUS BIERI

Am 1. Juni 2016 war es soweit: Die offizielle Schweiz beging einen Festakt zur **Eröffnung des Gotthard-Basistunnels**. Bundespräsident Johann Schneider Ammann und Verkehrsministerin Doris Leuthard empfingen neben viel Schweizer Prominenz auch die politischen Spitzen der Nachbarländer: Die deutsche Bundeskanzlerin Angela Merkel, der italienische Ministerpräsident Matteo Renzi, der französische Staatspräsident François Hollande, der österreichische Bundeskanzler Christian Kern und der Liechtensteiner Regierungschef Adrian Hasler nahmen teil und fanden grosse und lobende Worte für die Schweiz.

Sowohl am Nord- als auch am Südportal fanden Teile des Festaktes statt: Feuerwerk, eine Choreografie mit über 600 Profi- und Laiendarstellerinnen, Ansprachen und Grussworte und eine Flugshow der Patrouille Suisse. Neben dem Kleid im Löcherlook von Doris Leuthard, welches medial kommentiert wurde, führten weitere Teile des Programmes auch zu Gesprächsbedarf im Bundeshaus: So wurde etwa der Auftritt tanzender Derwische in der Choreografie beklagt (Frage von Sylvia Flückiger-Bäni (svp, AG) in der Fragestunde), bei welchen es sich jedoch laut Bundesrat um tanzende Heuhaufen handelte. Diskutiert wurde auch über die Segnung des Tunnels: Geplant war eigentlich, die Segnung durch Vertreter der drei grossen monotheistischen Weltreligionen vornehmen zu lassen. Weil sich die Reformierten nicht vom katholischen Pater Martin Werlen vertreten lassen wollten, wurde mit Pfarrerin Simona Rauch noch eine reformierte Geistliche eingeladen. Während die Einladung von Rabbi Marcel Yair Ebel nicht in Frage gestellt wurde, fragte Erich von Siebenthal (svp, BE) in der nationalrätlichen Fragestunde bezüglich der Einladung von Imam Bekim Alimi, ob der Bundesrat bereit sei, solche Eröffnungen zukünftig «sorgfältiger» zu planen, da gemäss von Siebenthal «der Glaube an die Botschaft des Korans in der Konsequenz immer mehr provoziert und Probleme macht». Der Bundesrat wies in seiner Antwort darauf hin, dass auch Arbeiter muslimischen Glaubens am Gotthardbasistunnel mitgearbeitet hätten und es bei der gemeinsamen Segnung darum gehe, zu zeigen, dass die Religionsgemeinschaften in der Schweiz friedlich zusammenleben und -arbeiten. Damit auch die wachsende Gruppe der Konfessionslosen vertreten sind, war im Vorfeld des Festaktes auch der Abteilungschef Sicherheit im Bundesamt für Verkehr, Pieter Zeilstra, für die Segnungszereemonie eingeladen worden.³⁰

AUTRE
DATE: 15.11.2017
NIKLAUS BIERI

Am 12. August 2017 hatte sich bei Rastatt DE bei Bauarbeiten an einer Untertunnelung ein Gleis abgesenkt. Der destabilisierte Untergrund führte zu einer **Streckenblockierung bei der Rheintalbahn**, welche Auswirkungen auf den ganzen europäischen Gütertransport hatte. Während Bahnpassagiere auf der betroffenen Strecke mit Bussen um die gesperrte Stelle befördert wurden, fiel der Gütertransport auf der Schiene komplett aus. Von den rund 200 Güterzügen, die jeweils pro Tag auf der betroffenen Strecke unterwegs waren, konnten Anfang September rund 50 über Ausweichstrecken (via Stuttgart oder durch Frankreich) verkehren. Strassentransportfirmen und die Rheinschiffahrt konnten Güter im Volumen von rund 60 Zügen pro Tag aufnehmen, fast die Hälfte des üblichen Gütertransportvolumens konnte jedoch nicht transportiert werden. Der Unterbruch im Güterbahnkorridor zwischen Rotterdam und Genua machte sich vielseitig bemerkbar, so mussten etwa viele Schweizer Firmen auf Rohstoffe warten und Produktionseinbussen verkraften. Die Rheinschiffahrt freute sich über das Wachstum im Auftragsvolumen und führte

kurzzeitig gar den 24-Stunden-Betrieb ein, die Anbieter im kombinierten Güterverkehr sorgten sich jedoch um ihren Kundenstamm. Um die Dringlichkeit des Problems für die Schweizer Wirtschaft zu unterstreichen und um ausreichende Ersatzstrecken zu fordern, schrieb Bundesrätin Leuthard an den deutschen Verkehrsminister Dobrindt. Betroffene aus der Wirtschaft äusserten ebenso wie Mitglieder des Bundesparlaments Kritik an Deutschland, in ihren Augen dauerte die Behebung der Panne viel zu lange. Am 1. Oktober konnte der Verkehr auf der Strecke wieder aufgenommen werden – die Deutsche Bahn hatte die im destabilisierten Streckenteil steckende Tunnelbohrmaschine aufgegeben und einbetoniert und so den Untergrund wieder stabilisiert.

In der Antwort auf die Interpellation 17.3765 des Urner Ständerats Dittli (fdp, UR) hielt der Bundesrat im November 2017 fest, es gelte «die internationale Zusammenarbeit auf den europäischen Güterverkehrskorridoren und zwischen den einzelnen Korridoren zu verbessern». Im Nationalrat wollte Fabio Regazzi (cvp, TI) mit seiner Interpellation 17.3746 ebenfalls Auskunft darüber erhalten, wie «ein Rastatt» zukünftig vermieden werden könne und ob der Bundesrat beabsichtige, die Haftungsbestimmungen zu verändern. Der Bundesrat antwortete Mitte November 2017, die «Ausbauten auf den Korridoren müssen priorisiert und vorangetrieben [...] und das grenzüberschreitende Krisenmanagement der Infrastrukturbetreiber und Eisenbahnverkehrsunternehmen verbessert werden». Die Anpassung der Haftungsbestimmungen werde international zu überprüfen sein, der Bundesrat plane, dies auf internationaler Ebene anzusprechen. Zu den gesamtwirtschaftlichen Folgen der Panne in Rastatt für die Schweiz wollte sich der Bundesrat nicht äussern.³¹

Trafic d'agglomération, transport public

In einer grossen Aussprache zu den dringlichen Interpellationen betreffend den **Postauto-Skandal** äusserten sich in der Frühjahrssession 2018 zahlreiche Parlamentsmitglieder. Bundesrätin Leuthard wies darauf hin, dass die Strukturen im öffentlichen Verkehr dem Willen des Parlaments entsprächen, und es sahen sich denn auch viele Nationalratsmitglieder in der Verantwortung. Kritisiert wurde die Eidgenössische Finanzkontrolle, deren Mitglieder von Nationalrat Giezendanner (svp, AG) als «Schlafmützen» bezeichnet wurden. Bürgerliche Parteien tönnten an, dass die (Teil-)Privatisierung der Postauto AG ein Thema werden könnte. Stimmen aus der SP und von den Grünen zielten hingegen auf die Gewinnbestrebungen der Post und auf die Boni der Geschäftsführung. Es wurden verschiedene Motionen und parlamentarische Initiativen zum Postauto-Skandal angekündigt, etwa die von Regula Rytz (gp, BE) eingereichten Motionen 18.3364 und 18.3370 sowie ihre parlamentarische Initiative 18.418 oder die Motion 18.3051 von der BDP-Fraktion.³²

Trafic aérien

2014 zeichnete sich eine **Verschärfung der Konkurrenz** in der Schweizer Luftfahrt ab: Die Swiss sah sich gegenüber der expansiven, arabischen Fluggesellschaft Etihad benachteiligt. Anfang Juni 2014 gelangte Swiss-Konzernleiter Harry Hohmeister an die Öffentlichkeit und zeichnete ein düsteres Bild der Situation: Während es in der Schweiz aufgrund der Gesetzgebung praktisch keinen Spielraum für Weiterentwicklung gebe, hätten die stark wachsenden Airlines aus der Golf-Region, insbesondere Etihad, viele Wettbewerbsvorteile. Hohmeister bezeichnete sowohl Investitionen als auch Arbeitsplätze der Swiss als mittelfristig gefährdet. Nachdem die Airline Etihad 2013 mit einer Kapitalerhöhung in die Regionalfluggesellschaft Darwin Airline eingestiegen war, wurde diese unter dem Namen Etihad Regional immer mehr zu einem Zubringer für die Muttergesellschaft ausgebaut. Die Swiss kritisierte, dass dieses Vorgehen die Konzession verletze. In der Fragestunde des Nationalrates richtete sich Karl Vogler (csp, OW) an Bundesrätin Leuthard und fragte nach der Situation des Schweizer Luftverkehrssystems angesichts der massiven Wettbewerbsverzerrungen durch die Airlines aus der Golf-Region. Leuthard erklärte, es würde eine möglichst optimale Anzahl Direktflüge in weltweite Zentren angestrebt, die Kriterien von Besitz und Kontrolle für Schweizer Fluggesellschaften würden überprüft und allfällige Zusatzmassnahmen würden in der in Überarbeitung befindlichen Neuen Luftfahrtpolitik evaluiert.

Im Juni 2014 versties die Etihad Regional laut Staatssekretariat für Wirtschaft (Seco) gegen das Gesetz gegen unlauteren Wettbewerb, indem die Airline günstige Flüge bewarb, die zu jenen Preisen jedoch nicht buchbar waren. Das Seco kündete deshalb an, das Geschäftsverhalten der Airline zu prüfen und allenfalls Massnahmen zu

AUTRE
DATE: 14.03.2018
NIKLAUS BIERI

AUTRE
DATE: 03.06.2014
NIKLAUS BIERI

ergreifen; zu einer Busse kam es jedoch nicht. Im August kam das Bundesamt für Zivilluftfahrt (Bazl) nach einer Untersuchung zum Schluss, dass die geplanten Zusammenarbeitsmechanismen zwischen Etihad Regional und Etihad Airways so beschaffen sind, dass Letztere Einfluss nehmen kann auf die Führung der Etihad Regional – was für die in der Schweiz ansässige Etihad Regional nicht gesetzeskonform ist. Das Bazl hat der Etihad Regional deshalb Anpassungen vorgeschrieben. Im Herbst gaben sowohl die Swiss als auch die Etihad Regional ihre Ausbaupläne für den Flugplan vom Sommer 2015 bekannt. Beide Airlines planten einen massiven Ausbau ihrer Europa-Destinationen, teilweise in direkter Konkurrenz. Am Beispiel der Linie Zürich–Lugano, welche die Swiss künftig viermal und Etihad Regional zweimal täglich fliegen wollen, zeigt sich der Verdrängungskampf.³³

Enseignement, culture et médias

Médias

Presse

An der Dreikönigstagung entschuldigte sich Hanspeter Lebrument, Präsident des Verbands Schweizer Medien, bei Bundesrat Ueli Maurer, der aufgrund seiner Äusserungen am vergangenen Schweizer Medienkongress laute Kritik hatte einstecken müssen. "Wie die Muttener Kurve im St.-Jakobs-Park" hätten sich die Kongressteilnehmer verhalten, als der Bundesrat die aktuelle Medienlandschaft als "**mediales Meinungskartell**" bezeichnet und die Medien der "selbstverfügbaren Gleichschaltung" beschuldigt hatte. Nichtsdestotrotz vertrete er nach wie vor eine entschieden andere Meinung als der damalige Bundespräsident. Weitere Kritik musste der Verband im Folgenden hingegen auch von Medienministerin Leuthard (cvp) einstecken, welche die Medienbranche anlässlich ihrer Rede am Swiss Media Forum als wenig innovativ bezeichnete. In einem Interview mit der Aargauer Zeitung hob sie das kürzlich lancierte Portal Watson als positive Ausnahme hervor.³⁴

Aspects généraux de la politique médiatique

Im August 2015 wurde bekannt, dass die SRG, Swisscom und Ringier die **Gründung einer Werbeallianz** (sog. Joint Venture) anstrebten, welche weiteren Interessenten offen stehen soll – allerdings vorerst nicht als Besitzer, sondern lediglich als Kunden zur Vermarktung ihrer Werbeplätze. Synergien erhofften sich die drei Akteure durch das Zurverfügungstellen von durch die Swisscom erhobenen Nutzerdaten, was dann auf den Plattformen der Medienanbieter die Schaltung von individuell zugeschnittener Werbung erlauben würde. Die Eröffnung dieser Pläne geschah überraschend und wurde von den Zeitungen im Kontext der aktuellen Debatte um den Service public und die SRG mit grossem Interesse verfolgt. Bereits drei Tage nach Bekanntgabe dieser Pläne trat Ringier nach einem Eklat aus dem Verband Schweizer Medien (VSM) aus. Grund für diese Trennung war die bereits an der Dreikönigstagung und im Anschluss an die RTVG-Abstimmung zumindest implizit erfolgte Forderung des VSM nach einem Werbeverbot für die SRG. Zwei Wochen später relativierte der VSM mit einer offiziellen Stellungnahme: Der Verlegerverband habe sich "nie für ein totales Werbeverbot ausgesprochen", wie VSM-Direktorin Verena Vonarburg in einer schriftlichen Stellungnahme schrieb. Gemäss einem kurz nach der RTVG-Abstimmung vom Verband herausgegebenen Positionspapier befürworte der VSM eine SRG, die sich auf ein "demokratierelevantes Medienangebot konzentriert (...). Werbeeinnahmen sind für dieses Angebot nicht notwendig." Der Zusammenschluss zu einer Werbeallianz sei entweder zu untersagen oder mit klaren Auflagen zu belegen, damit Dritte in keinerlei Hinsicht diskriminiert würden. Am Jahreskongress wurde Verlegerpräsident Hanspeter Lebrument dann doch konkreter und forderte ein Verbot der geplanten Werbeallianz. Dass ob dieser Frage innerhalb des VSM nicht nur Einigkeit bestand, zeigte auch der Ende November bekannt gegebene Abgang von Verena Vonarburg zur Ringier-Gruppe. Ob die geplante Werbeallianz gegründet werden kann, lag jedoch im Ermessen der WEKO und des BAKOM. Bevor dieser Entscheid erfolgte, machte Bundesrätin Leuthard in der Fragestunde der Herbstsession 2015 bereits klar, dass das Online-Werbeverbot der SRG nicht angetastet werde. Mitte Dezember genehmigte die WEKO den Joint Venture aus kartellrechtlicher Sicht; das BAKOM verhängte aber temporäre vorsorgliche Massnahmen, welche der SRG bis zum Entscheid des BAKOM untersagten, Marktauftritte und neue Werbeaktivitäten innerhalb des Joint Ventures zu planen. Das BAKOM wollte seinen Beschluss im Frühjahr 2016 bekannt geben.³⁵

AUTRE
DATE: 08.01.2014
MARLÈNE GERBER

AUTRE
DATE: 16.12.2015
MARLÈNE GERBER

Partis, associations et groupes d'intérêt

Partis

Grands partis

AUTRE
DATE: 13.10.2010
MARC BÜHLMANN

Für einen Eklat sorgte SP-Präsident Christian Levrat, der – unzufrieden mit der **Departementsverteilung** nach den Bundesratsersatzwahlen – den Präsidenten der FDP Fulvio Pelli der Lüge bezichtigte. Die FDP hätte versprochen, dass sie einen Departementswechsel der Bundesräte Maurer und Widmer-Schlumpf verhindern würde und einer Sitzverteilung nach dem Anciennitätsprinzip nicht entgegenstehen würde, unter der Bedingung, dass die SP den FDP-Bundesratssitz unterstützte. Beide Versprechen hätten die Freisinnigen nicht eingehalten. Die grosse Rochade bei der Departementsverteilung hatte zur Folge, dass die SP nicht nur das Uvek an die CVP abgeben musste, sondern auch, dass Bundesrätin Sommaruga als Konsumentenschützerin nicht das Volkswirtschaftsdepartement erhielt, sondern als Nichtjuristin das EJPD übernehmen musste. Pelli seinerseits kündigte eine Verleumdungsklage gegen Levrat an. Die Causa Levrat-Pelli beschäftigte die Presse einige Tage lang, bevor der Streit Mitte Oktober mit einer dünnen Medienmitteilung beigelegt wurde.³⁶

AUTRE
DATE: 12.04.2014
MARC BÜHLMANN

Auch die **CVP** bezog Position zur Umsetzung der im Februar angenommenen **Masseneinwanderungsinitiative**. An der Delegiertenversammlung in Zug Mitte April mutmasste Parteipräsident Christophe Darbellay, dass man den Entscheid zwischen Umsetzung der Initiative und Fortführung des bilateralen Wegs vielleicht dem Volk überlassen müsse. Doris Leuthard sprach sich für eine Grundsatzdebatte aus, in welcher gemeinsame gesellschaftliche Ziele diskutiert werden müssten. Auch ein gemeinsames Regierungsprogramm dürfe kein Tabu sein. In einem Interview Anfang August bezeichnete Darbellay eine Volksinitiative, mit der der bilaterale Weg in der Verfassung verankert würde, als ernsthafte Option, was allerdings von allen Seiten – auch parteiintern – mit Skepsis aufgenommen wurde. Die Ankündigung der Lancierung einer Initiative blieb zwar im Raum, an der Delegiertenversammlung in Sempach Ende August verabschiedete die Partei allerdings vorerst lediglich eine Resolution, mit der gefordert wurde, dass die Personenfreizügigkeit aufrecht erhalten wird. Gleichzeitig müssten die Migration mit der konsequenteren Umsetzung bestehender Massnahmen gebremst und die Asylverfahren beschleunigt werden. Eine europapolitische Initiative schloss die Parteileitung allerdings weiterhin nicht aus.³⁷

AUTRE
DATE: 26.09.2014
MARC BÜHLMANN

Einigen Kompromisswillen zeigte die **SVP** bei der Debatte über die **Umsetzung der Zweitwohnungsinitiative**. Die Volkspartei gab der Aufweichung im Ständerat ihren Segen. In der NZZ wurde gemutmasst, dass sich die Flexibilität der SVP nach Bumerang im Hinblick auf die Umsetzung eigener Initiativen entwickeln könnte. In der Debatte hatte bereits Bundesrätin Leuthard gewarnt, dass man auch bei anderen Initiativen keine konsequente, buchstabengetreue Umsetzung fordern dürfe, wenn man eine derart aufgeweichte Gesetzesvorlage für die Zweitwohnungsinitiative annehme.³⁸

AUTRE
DATE: 22.12.2014
MARC BÜHLMANN

Für viele positive Schlagzeilen sorgte **FDP-Bundesrat Didier Burkhalter**, der in seinem Präsidentschaftsjahr nicht so sehr innen-, sondern vor allem aussenpolitisch als Mediator im Ukraine-Konflikt punkten konnte. Obwohl er kritisiert wurde, im Vorfeld der Masseneinwanderungsinitiative nicht genügend präsent gewesen zu sein, genoss er in Umfragen Ende Jahr die höchste Unterstützung unter den wichtigsten Politikern. Burkhalter erhielt in einer von den Sonntagsmedien finanzierten Befragung 86% positive Rückmeldungen – weit vor der bei früheren Befragungen jeweiligen Umfragekönigin Doris Leuthard (76%).³⁹

1) NZZ, 13.8.12.

2) NZZ, SGT, 3.1.17

3) Blick, 1.6.15; WW, 18.6.15

4) Medienmitteilung GPK-N vom 24.11.2015; LT, 29.7.15; SGT, 25.11.15

5) AZ, NZZ, 12.4.18; SoZ, 23.12.18

6) AZ, SGT, 7.7.18; AZ, Blick, 9.7.18

7) NZZ, 6.1.15; TA, 25.4.15; Blick, 30.5., 16.6.15; NZZ, 25.7.15; WW, 13.8.15; NZZ, 30.10.15; LT, 20.11.15; Blick, 17.12.15; TG, 28.12.15; WW, 12.5.16

8) Medienmitteilung BR vom 1.9.2017; Medienmitteilung BR vom 10.11.2017; Medienmitteilung BR vom 12.5.2017;

Medienmitteilung BR vom 3.2.2017

9) Ip. 18.3953; Medienmitteilung BR vom 2.2.18; Medienmitteilung BR vom 31.8.18; Medienmitteilung BR vom 4.5.18; Medienmitteilung BR vom 9.11.18

10) Communiqué du DETEC du 1.9.2015; Communiqué du DETEC du 5.9.2015; Communiqué du DETEC du 6.9.2015

11) Communiqué du DETEC du 21.11.14

12) Communiqué du DFAE du 20.01.14

13) Communiqué du DETEC du 18.02.14

14) Communiqué du DETEC du 24.03.14

15) Communiqué du DETEC du 19.03.14

16) Communiqué du DETEC du 08.04.14

17) Communiqué de presse, 27.05.2014

18) Communiqué du DETEC du 26.05.14

19) Communiqué du DETEC du 02.07.14

20) Communiqué du DETEC du 26.06.14

21) Communiqué du DETEC du 22.09.14

22) Communiqué du DETEC du 23.10.14

23) Communiqué du DETEC du 27.10.14

24) Communiqué du DETEC du 12.04.2015

25) Communiqué du DETEC du 12.05.2016.pdf

26) NZZ, 10.1., 14.1.14; BaZ, 12.2.14; NZZ, 22.2.14

27) LT et NZZ, 15.3.11.

28) Roadmap Elektromobilität 2022; BaZ, LT, NZZ, TA, 19.12.18

29) AB NR, 2014, S. 1122 ff.; AB SR, 2014, S. 678 f.; BBl, 2014, S. 6011 ff.

30) Frage 16.5179; Frage 16.5204; Blick, TA, 1.6.16; AZ, Blick, CdT, LMD, NZZ, TA, 2.6.16

31) LZ, TA, 18.8.17; TA, 23.8., 26.8.17; Blick, TA, 6.9.17; BaZ, NZZ, 8.9.17; SGT, 9.9.17; BU, 23.9.17; LZ, TA, 3.10.17

32) AB NR, 2018, S. 409 ff.; LT, NZZ, TG, 15.3.18

33) AB NR, 2014, S. 937.; TA, 4.6., 5.6.14; Blick, 10.6.14; TA, 11.6.14; SoZ, 22.6.14; Blick, 20.8.14; TA, 15.10.14

34) BaZ, 8.1.14; AZ, 10.5.14

35) Medienmitteilung BAKOM vom 16.12.2015; VSM: Position zum Service public; NZZ, TA, 18.8.15; NZZ, SGT, TA, 21.8.15; NZZ, 2.9., 12.9., 15.9.15; NZZ, TA, 26.11.15

36) Presse vom 28.9. bis 13.10.10.

37) NZZ, 14.4.14; So-Bli, 3.8.14; AZ, NZZ, 1.9.14

38) NZZ, 27.9.14

39) SoZ, 21.12.14; LT, 22.12.14